

Favoriser le plein potentiel socioéconomique des immigrantes et immigrants

Rapport préliminaire sur le
programme du Collège Boréal
de Windsor

Octobre 2022

RECHERCHE & INNOVATION **BORÉAL**

Conception et design de la recherche

Suzanne Lemieux
Robin Craig
Frederic Boulanger

Auteures et auteurs du rapport

Kathrina Mazurik
Frederic Boulanger
Basile Bakumbane

Conception du rapport

Sabine Bouchard

Partenaires

Congolese Community of Windsor-Essex (COCOWE)
Rwandian Community of Windsor

Bailleurs de fonds

Nous reconnaissons le soutien du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada.



Natural Sciences and Engineering
Research Council of Canada

Conseil de recherches en sciences
naturelles et en génie du Canada

Canada

Résumé

Face à la pénurie de main-d'œuvre et aux taux de natalité en chute libre, les immigrantes et immigrants jouent un rôle essentiel dans l'économie du Canada, et leur intégration socioéconomique est bénéfique à l'échelle individuelle, régionale et nationale. Le Collège Boréal de l'Ontario (Canada) offre un programme unique d'intégration socioéconomique dans la poursuite de ces objectifs. Guidé par des recherches scientifiques sur les obstacles à l'intégration, le programme insiste sur trois accélérateurs sociaux — **les compétences linguistiques, la formation, et l'expérience de travail au Canada** — et met les immigrantes et immigrants en lien avec des « navigatrices et navigateurs en intégration socioéconomique » qui les aident à évaluer leurs besoins et à se donner des objectifs, les aiguillent vers les services appropriés et suivent leurs progrès.

Nous présentons dans ce rapport une évaluation préliminaire du programme. Les partenaires communautaires ainsi que le personnel et les chercheuses et chercheurs du Collège ont collaboré pour mettre au point et analyser des sondages auxquels ont répondu **45 participantes et participants au programme**.

Conclusions principales

1.

Peu d'obstacles à l'accessibilité du programme

ont été relevés quant à la planification, la pertinence, la durée et la fréquence des rencontres.

≥ 80% des participantes et participants ont dressé un bilan **positif** de ce volet

2.

Les évaluations des navigatrices et navigateurs socioéconomiques ont révélé une **compétence, une confiance et une productivité élevées.**

≥ 90% des participantes et participants ayant souscrit à des énoncés à cet effet

3.

Le programme d'intégration socioéconomique était perçu comme **efficace** pour **presque tous les résultats d'intérêt.**

Plus de 70 % des participantes et participants ont signalé des résultats modérés à importants en lien avec le développement de leurs compétences linguistiques (73 %), leur parcours de formation (82 %), leur intégration au marché du travail (76 %) et leur bien-être (88 %).

4.

Les plus grandes retombées du programme étaient associées **aux compétences linguistiques, aux parcours de formation et au bien-être.**

De 50 à 70% des répondantes et répondants ayant perçu des **retombées majeures.**

5.

Les perceptions des participantes et participants à l'égard des **retombées** du programme sur leur **situation financière** étaient moins positives.

33 % ayant signalé que le programme socioéconomique avait eu des retombées modérées à élevées, et 46 % considérant que le programme n'avait eu aucune retombée sur leur situation financière.

6.

Les participantes et participants jugeaient que **le programme a eu des retombées importantes sur leur intégration socioéconomique.**

95%

signalant des retombées majeures (62 %) ou modérées (33 %) sur l'atteinte de leurs objectifs socioéconomiques.

Ensemble, ces conclusions font état de la réussite du programme du point de vue des participantes et participants.

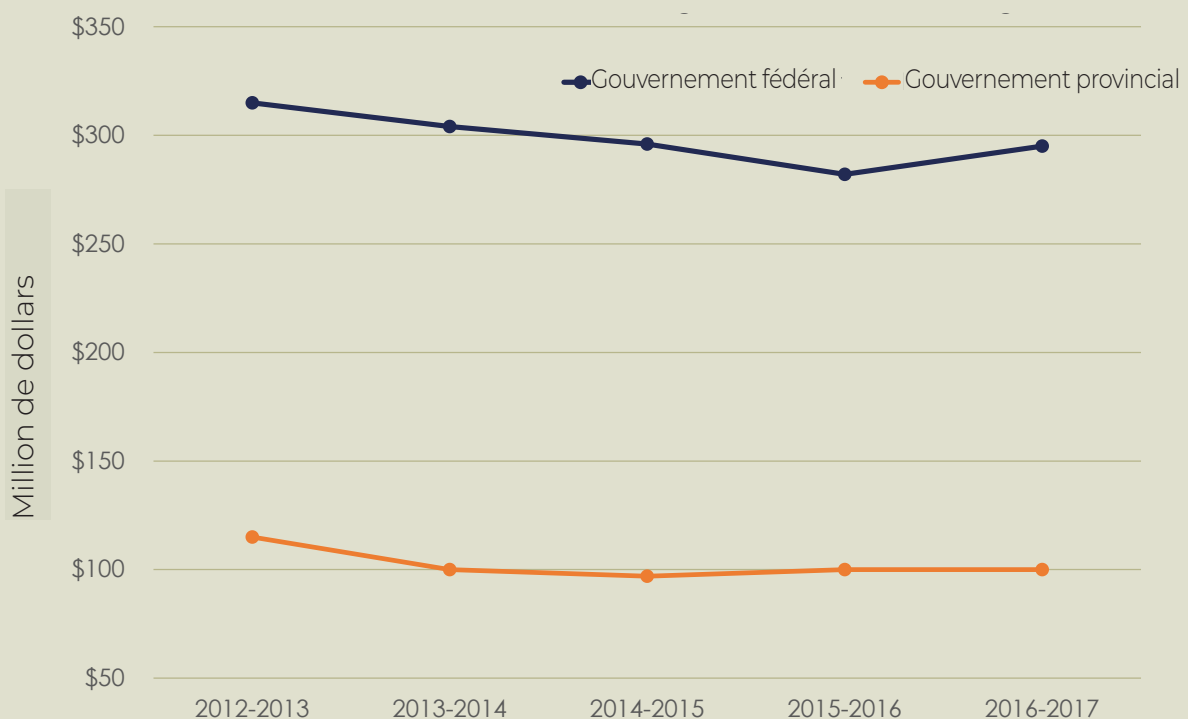
À l'avenir, une étude longitudinale, ouverte et comparative pourrait contribuer à analyser le rôle concret et les retombées à long terme du programme, ainsi que les mécanismes spécifiques qui favorisent des résultats positifs.

Introduction

C'est le 1er novembre 2017, lors d'une conférence de presse sur le plan en matière d'immigration du Canada pour 2018, que le gouvernement fédéral a annoncé son ambitieux plan triennal. Ce plan stipulait que le pays pourrait accueillir jusqu'à 360 000 immigrantes et immigrants d'ici 2020; ce serait ainsi la première fois depuis plus d'un siècle que le taux d'immigration représenterait 1 % de la population (gouvernement du Canada, 2017). Selon le gouvernement, les immigrantes et immigrants sont des joueurs importants de l'innovation et de la croissance économique et l'un des principaux leviers pour atténuer les répercussions de la pénurie de main-d'œuvre, du vieillissement de la population, et du déclin généralisé du taux de natalité (Boyd et Albiom, 2012; Fortin, 2016; Picot et Rollins, 2019; Sidney, 2014; Toussou, 2002).

Pour répondre à leurs divers besoins, le gouvernement a investi massivement dans les services d'établissement et d'intégration, des services essentiels qui soutiennent l'intégration socioéconomique. En effet, même si bon nombre d'immigrantes et d'immigrants arrivent au Canada formés et prêts à intégrer le marché du travail, leurs possibilités d'entrée et de mobilité y sont limitées comparativement à celles des Canadiennes et Canadiens nés ici (Kouyé et Soulière, 2018). Ces écarts se sont réduits avec le temps, mais les problèmes associés à la formation linguistique, à la reconnaissance des titres de compétences, au réseautage social, aux expériences de travail et à la racialisation perdurent (Al Mallees, 2022; Karky, 2018; Kouyé et Soulière, 2018; Melançon et coll., 2022).

Figure 1. Financement pour les services d'établissement offerts aux immigrantes et immigrants au Canada et en Ontario, en millions de dollars (*Ministère des Affaires civiques et de l'Immigration, tel que cité par le Bureau du vérificateur général de l'Ontario, 2021*).



En 2016-2017, le financement octroyé à l'établissement des immigrantes et immigrants s'élevait à 295 millions de dollars au fédéral et à 100 millions de dollars au provincial (en Ontario). De tels services sont offerts par l'entremise de services contractuels pouvant être fournis par les écoles, les universités, les collèges et les organismes sans but lucratif.

Notre étude sur la prestation de services aux immigrantes et immigrants est justifiée pour des raisons universitaires et pratiques. Les immigrantes et immigrants s'installent de plus en plus dans les villes de taille moyenne, créant un besoin grandissant de services d'établissement dans ces endroits (Alexander et coll., 2012). Pourtant très peu d'études existent sur les services d'établissement offerts dans les villes de petites ou de moyenne taille (Kitchen et coll., 2015; Teixeira et Drolet, 2018). De même, les recherches universitaires sur l'immigration sont souvent axées sur les principaux problèmes et besoins socioéconomiques, mais très peu d'études évaluent ou comparent l'efficacité concrète des programmes ou interventions (Kaushik et Drolet, 2018). Les minorités francophones, qui pourraient avoir des problèmes et des besoins en programme uniques, constituent une troisième lacune dans les écrits portant sur les immigrantes et immigrants au Canada (Maddibo, 2016; Melançon et coll., 2022).

Dans un cadre plus général, nombreux sont ceux qui ont plaidé en faveur d'une évaluation plus rigoureuse et uniforme des programmes destinés aux immigrantes et immigrants, afin de garantir une utilisation et une répartition efficaces du financement gouvernemental (Alexander et coll., 2012; Bureau du vérificateur général de l'Ontario, 2021). Actuellement, les évaluations des programmes portent généralement sur la participation plutôt que les résultats, et omettent souvent d'importants indicateurs de rendement (Bureau du vérificateur général de l'Ontario, 2021). Certains ont souligné que même à l'échelle organisationnelle, les programmes se limitent largement aux besoins à court terme, sans nécessairement inclure de plan stratégique pour une intégration socioéconomique durable et à long terme. En soi, ces programmes ont besoin d'améliorations (meilleure réponse aux besoins à long terme, jalons plus précis à atteindre, davantage d'évaluations du progrès et normes plus élevées d'évaluation de la rentabilité) (Bureau du vérificateur général de l'Ontario, 2021).

En tant que fournisseur de services d'immigration ayant plusieurs points de service et des données remontant à 2007, nous sommes parvenus à des conclusions semblables et avons soulevé de grandes questions similaires à propos de ce secteur. Dans ce projet, nous répondons aux commentaires résumés plus haut. Nous avons étudié l'intégration socioéconomique dans une ville de taille moyenne, où le besoin de recherche a été nommé et où la prestation de services pourrait être relativement plus difficile. Nous avons également pour but de mener un projet de recherche en plusieurs étapes pour cerner et évaluer les répercussions du programme d'intégration socioéconomique du Collège.

Ce rapport, qui s'appuie sur la première étape de la collecte de données, est le premier dans le cadre de ce projet. Notre objectif y est de tourner la page sur la description des obstacles de longue date à l'intégration socioéconomique en explorant les réussites potentielles du programme. Dans un premier temps, nous passons en revue la littérature portant sur l'intégration socioéconomique des immigrantes et immigrants, avant de faire une brève description des services du collège ainsi que de notre méthode. Nous présentons ensuite nos conclusions actuelles, suivies d'une comparaison entre notre étude et la littérature. Enfin, nous discutons des limites de notre étude et des orientations pour les recherches à venir.

+++

Revue de la littérature

De précédentes recherches confirment les nombreux obstacles auxquels se heurtent les immigrantes et immigrants dans leur cheminement vers une intégration socioéconomique réussie et durable. Dans cette section, nous examinerons certains de ces obstacles, ainsi que quelques données concernant des programmes ou interventions pouvant servir de points de comparaison pour notre propre programme. Nous nous concentrerons sur la littérature portant sur le contexte canadien et, dans la mesure du possible, sur les villes de taille moyenne, les minorités francophones et les communautés de la province de l'Ontario.

Prestation du programme et efficacité des navigatrices et navigateurs

La vision à court terme du programme actuel est peut-être sa principale limite. Les programmes se concentrent fréquemment sur les besoins pressants, négligeant du même coup les plans durables et à long terme pour la mobilité socioéconomique (Alexander et coll., 2012). Nous étions donc curieux d'examiner la réussite de la mise en œuvre des plans et des rencontres de suivi avec les navigatrices et navigateurs socioéconomiques. Kalman (2017), dans une étude sur un programme de services d'encadrement de l'établissement de Victoria, a conclu que 70 % des participantes et participants (28) disposaient d'un plan d'encadrement tandis que 30 % (12) n'en avaient pas. Kalman (2017) a également souligné que 50 % (20) des participantes et participants avaient suivi de près leur progrès lors de rencontres d'encadrement, tandis que 50 % (20) n'avaient pas enregistré leur progrès fréquemment, ou restaient neutres.

Les évaluations générales des services d'établissement ont tendance à être très encourageantes, du moins selon les conclusions publiées. Kalman (2017) a découvert que 82,5 % (34) des participantes et participants au programme étaient convaincus que leur plan d'encadrement les aiderait à s'établir dans le Grand Victoria.

De même, 89 % de la clientèle des services d'établissement en Ontario a signalé être plus en mesure de prendre des décisions éclairées après avoir reçu de tels services (Bureau du vérificateur général de l'Ontario, 2021), et l'Immigrant Employment Council of BC (2021) a déclaré un taux de satisfaction moyen de 95 % en 2020-2021 (moyenne de tous ses programmes en cours).

Des recherches antérieures confirment aussi l'importance du personnel de programme. En effet, les immigrantes et immigrants ont aimé recevoir des renseignements et un accompagnement adaptés à leur situation (Interquest Consulting, 2006; Melançon et coll., 2022). Certaines participantes et certains participants ont également mentionné qu'il était important que les navigatrices et navigateurs apprennent à les connaître, de même que leurs histoires, pour que les renseignements soient adaptés à leur situation (Melançon et coll., 2022). La confiance est primordiale pour l'ouverture : elle permet aux immigrantes et immigrants de demander et d'utiliser des renseignements provenant des autres, et les motive à participer à des activités ou des événements organisés pour eux (Caidi et coll., 2008; Melançon et coll., 2022). Dans certains cas, et probablement plus souvent chez les jeunes, les personnes qui deviennent des confidentes et confidentes dignes de confiance peuvent même être considérées comme des membres de la famille (Selimos et George, 2018). En ce qui concerne l'évaluation numérique des navigatrices et navigateurs du programme, 85 % des participantes et participants à l'étude de Kalman (2017) étaient d'accord ou fortement d'accord pour dire qu'elles et ils étaient satisfaits de leur équipe d'encadrement, et 65 % (26) ne se sentaient pas incompris par leur équipe d'encadrement. Nous n'avons pas pu trouver d'analyse autre que cette étude.

Compétences linguistiques

~86% **des résidentes permanentes, résidents permanents du Canada ont une langue maternelle autre que le français ou l'anglais, et ce pourcentage ne cesse d'augmenter** (Picot, 2008).

Notons aussi que les pays d'origine changent au fil du temps; les immigrantes et immigrants sont maintenant plus susceptibles de venir d'Asie du Sud, d'Extrême-Orient et d'Asie occidentale, d'Afrique et d'Europe de l'Est (Picot, 2008). Pour les populations francophones vivant dans les régions majoritairement anglophones, acquérir des compétences linguistiques peut représenter un défi singulier. Les immigrantes et immigrants venus s'installer à Ottawa ont signalé que la langue française n'était pas aussi utile qu'on leur avait dit avant leur arrivée, et que le fait de ne pas parler anglais représente un obstacle, particulièrement sur le marché du travail et dans l'accès aux services (Kouyé et Soulière, 2022).

Qui plus est, les immigrantes et immigrants francophones peinent à accéder à des cours d'anglais (Interquest Consulting, 2006), problème qui est encore plus présent en dehors des grands centres où l'offre de cours de langue laisse à désirer, particulièrement pour les apprenantes et apprenants francophones.

Une récente analyse du contexte ontarien a révélé que les cours de français langue seconde se faisaient rares en dehors de Toronto (où 12 cours étaient offerts) : Ottawa en offrait 11 tandis que London et Hamilton en offraient 2 chacun (Karky, 2018).

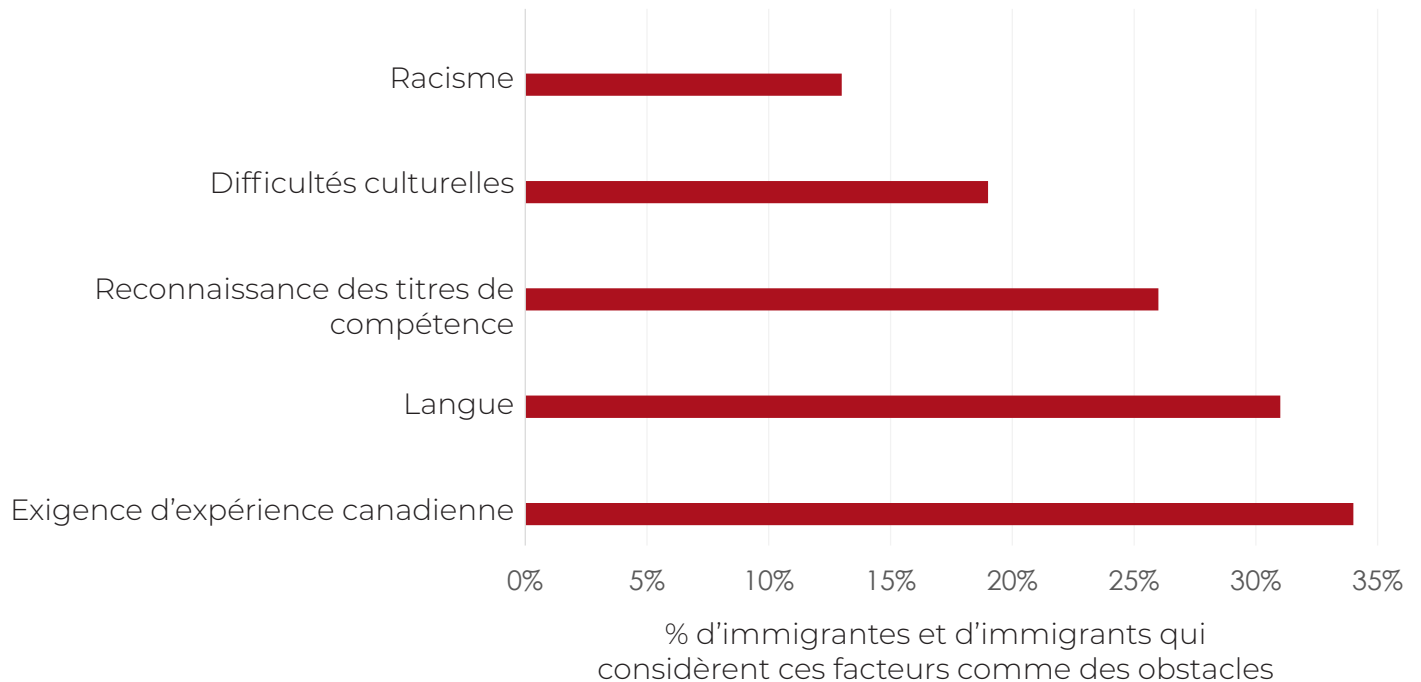
Si les Cours de langue pour les immigrants au Canada (CLIC) semblent se traduire par des avantages évidents en lecture et en écriture, ils n'enrichissent pas toujours les compétences à l'oral, comparativement aux immigrantes et immigrants n'ayant pas suivi de tels cours (Citoyenneté et Immigration Canada, 2010). Il n'empêche que lorsque les étudiantes et étudiants atteignent 1 000 heures de CLIC, les avantages sont mieux consolidés que pour les immigrantes et immigrants n'ayant pas suivi de tels cours (Citoyenneté et Immigration Canada, 2010). Les immigrantes et immigrants économiques ont généralement une plus grande maîtrise de la langue, tandis que les réfugiées et réfugiés et les immigrantes et immigrants économiques à charge la maîtrisent le moins bien (Adamuti-Trache, 2013).

Emploi et formation

Pour la quasi-totalité des immigrantes et immigrants, l'emploi est la priorité absolue, surtout le fait d'obtenir un bon emploi et de faire reconnaître leurs titres de compétence (Interquest Consulting, 2006). Cependant, les attentes à l'égard de l'accès à un emploi dans leur domaine ou du temps requis pour trouver un emploi sont souvent trop optimistes. Il y a donc un écart entre les attentes et la réalité et, par conséquent, un besoin de gérer les attentes avant l'arrivée (Interquest Consulting, 2006). La non-reconnaissance des expériences professionnelles et de la formation compliquent la tâche des immigrantes et immigrants (Kouyé et Soulière, 2022); à formation égale, elles et ils ont souvent plus de difficulté que les Canadiennes et Canadiens nés ici à trouver un emploi en raison de la racialisation, du manque de capital social ou d'autres facteurs (Liu, 2019; Majerski, 2019; Reitz, 2013). La figure tirée de Alexander et coll. (2012), illustre les obstacles les plus fréquents à la participation au marché du travail.

Tandis que 62 % des adultes canadiennes et canadiens travaillent dans la profession réglementée pour laquelle elles et ils ont été formés, ce ne sont que 24 % des immigrantes et immigrants qui font de même; ces proportions sont les mêmes en Ontario (Zietsma, 2010). Le taux de chômage des immigrantes et immigrants arrivés au pays il y a moins de cinq ans s'élevait à 9,8 %, comparativement à 7,5 % pour la population adulte générale (Statistique Canada, 2022). Au sujet d'évaluations de programmes précis, l'Immigrant Employment Council of BC (2021) a découvert que 83 % des immigrantes et immigrants qui étaient sans emploi ou sous-employés estimaient qu'un programme de préparation à l'emploi les avait aidés à trouver un nouvel emploi, meilleur.

Perceptions d'immigrantes et d'immigrants arrivés récemment à l'égard des obstacles à l'entrée dans le marché du travail, Toronto 2003-2006 (Alexander et al., 2012)



Finances

L'atteinte de la sécurité financière, un autre défi bien connu pour les immigrantes et immigrants, provient en partie des obstacles à l'obtention d'un emploi stable. Les immigrantes et immigrants au Canada gagnent un revenu médian 18 % plus bas que celui du reste de la population (Al Mallees, 2022). Cet écart de revenu est considérable, notamment car le Canada rivalise avec des pays comme les États-Unis et l'Australie pour attirer et conserver une main-d'œuvre qualifiée (Picot, 2008). En 2017, Kalman a signalé que 20 % des participantes et participants au programme étudié ne gagnaient pas suffisamment d'argent pour subvenir à leurs besoins, et que 33 % d'entre eux affirmaient ne pas avoir un salaire suffisant pour subvenir aux besoins de leur famille.

Bien-être psychosocial

Même si nos efforts portaient sur les facteurs socioéconomiques, nous nous sommes également penchés sur le bien-être psychosocial, ce dernier étant associé à l'intégration socioéconomique. Fait à noter, l'emploi et l'accès à la propriété ont tous les deux été associés à un sens positif d'appartenance (George et coll., 2012; Kitchen et coll., 2015). Quant aux réseaux sociaux, non seulement procurent-ils un sentiment d'appartenance, ils ont également des répercussions (positives et négatives) sur le réseautage et les possibilités d'emploi.

En effet, un grand nombre d'immigrantes et d'immigrants ont quitté les villes de taille moyenne pour s'installer dans les grands centres urbains où se trouvent des communautés culturelles minoritaires mieux établies; on appelle parfois ce phénomène la « migration secondaire » (Comité d'experts sur les obstacles à l'emploi des nouveaux Canadiens, 2015). Ces déménagements peuvent être avantageux pour la vie sociale, mais obligent parfois à se contenter d'emplois précaires ou de subsistance (Comité d'experts sur les obstacles à l'emploi des nouveaux Canadiens, 2015). Selon de nombreuses études, les immigrantes et immigrants font état de difficultés à bâtir des relations (Interquest Consulting, 2006; Kouyé et Soulière, 2022). Les relations intimes et de confiance sont particulièrement difficiles à établir (Melançon et coll., 2022), tout comme les relations avec des personnes extérieures aux communautés immigrantes (Selimos et George, 2018). Malgré tout, il convient de noter que les immigrantes et immigrants établis au Canada depuis longtemps sont généralement plus satisfaits de leur sentiment d'appartenance que celles et ceux arrivés au pays plus récemment (Kitchen et coll., 2015).

Lorsque l'on examine les évaluations globales du bien-être psychosocial, deux publications ressortent à titre de référence. D'abord, l'enquête de George et coll. menée en 2012 sur les ingénieures et ingénieurs formés à l'étranger et essentiellement sous-employés (la majorité d'entre eux étant en Ontario) a révélé que moins d'un tiers des participantes et participants (31,1 %) étaient insatisfaits de leur vie au Canada, qu'un nombre semblable avaient une attitude neutre à ce sujet, et qu'un peu plus du tiers signalaient être satisfaits de leur vie au pays. En ce qui a trait à l'appartenance sociale, un rapport de Kitchen et coll. publié en 2015 constate que 74 % des immigrantes et immigrants établis en milieux canadiens de petite et moyenne taille évaluaient leur sentiment d'appartenance comme étant plutôt fort ou très fort.

+++

Description du programme

Dans son examen du nombre d'obstacles à l'intégration socioéconomique des immigrantes et immigrants ainsi que du contexte du secteur de l'immigration, le campus Windsor du Collège Boréal a passé en revue son offre de services pour veiller à ce que chaque immigrante et immigrant puisse réaliser son plein potentiel pour une intégration sociale et économique réussie et rapide au Canada. Par l'intégration « socioéconomique », nous faisons référence à l'interaction entre les facteurs sociaux et économiques, plus précisément à leur influence mutuelle. Par exemple, le revenu familial a une incidence sur le quartier de résidence, qui détermine le choix de l'école. Une école située dans un quartier cossu et avantage financièrement influence la qualité de l'éducation reçue – un facteur qui détermine en partie le statut socioéconomique futur d'un enfant. Cet exemple souligne une iniquité systémique dans l'accès à une éducation de qualité, de même que le fait que le statut socioéconomique d'une famille est intergénérationnel.

Une personne intégrée au point de vue socioéconomique – au-delà de la satisfaction de ses besoins fondamentaux – a atteint un équilibre économique qui lui permet de s'épanouir socialement (et vice versa) d'une façon durable, ce qui engendre un effet positif à long terme sur tous les aspects de sa vie.

Depuis 2018, les services qu'offre le campus Windsor du Collège Boréal aux immigrantes et immigrants reposent grandement sur les navigatrices et navigateurs en intégration socioéconomique, qui sont au cœur de la planification de l'intégration socioéconomique. Fait important, ces services répondent à des demandes de programmes « fondés sur les besoins », « ciblés », personnalisés et adoptant une « approche intégrée » (Interquest Consulting, 2006, p. 17-18). Les navigatrices et navigateurs accompagnent leurs clientes et clients à mesure qu'ils reçoivent des services offerts par le Collège Boréal ou ses partenaires (selon le plan d'intégration). Ce plan doit tenir compte des besoins à court terme de l'établissement tout en développant, en collaboration avec l'immigrante ou l'immigrant, un plan d'intégration socioéconomique qui mise sur son potentiel humain et accélère sa pleine contribution à la société d'accueil. Nos observations et données ont révélé que le modèle de services intégré en place au campus Windsor, de concert avec la contribution des navigatrices et navigateurs auprès des immigrantes et immigrants, accélère le processus d'intégration socioéconomique.

Guidés par une abondance de recherches sur les obstacles systémiques nuisant à l'intégration socioéconomique des immigrantes et immigrants, les navigatrices et navigateurs en intégration socioéconomique orientent leur planification à long terme sur **trois principaux accélérateurs : la langue, la formation et l'expérience de travail au Canada.**



Langue

Améliorer la maîtrise des langues officielles du Canada, soit l'anglais et le français, en fonction du niveau actuel de la cliente ou du client, de ses objectifs (formation, carrière) et de la région où elle ou il s'est établi.



Formation

Adapter les connaissances techniques au contexte canadien en suivant un programme de formation d'un établissement canadien (programme d'études postsecondaires, programme d'apprentissage, programme d'alphabétisation ou d'accès à la carrière, programme de formation relais, microcrédit, formation continue, etc.) qui correspond aux objectifs de carrière de la cliente ou du client.



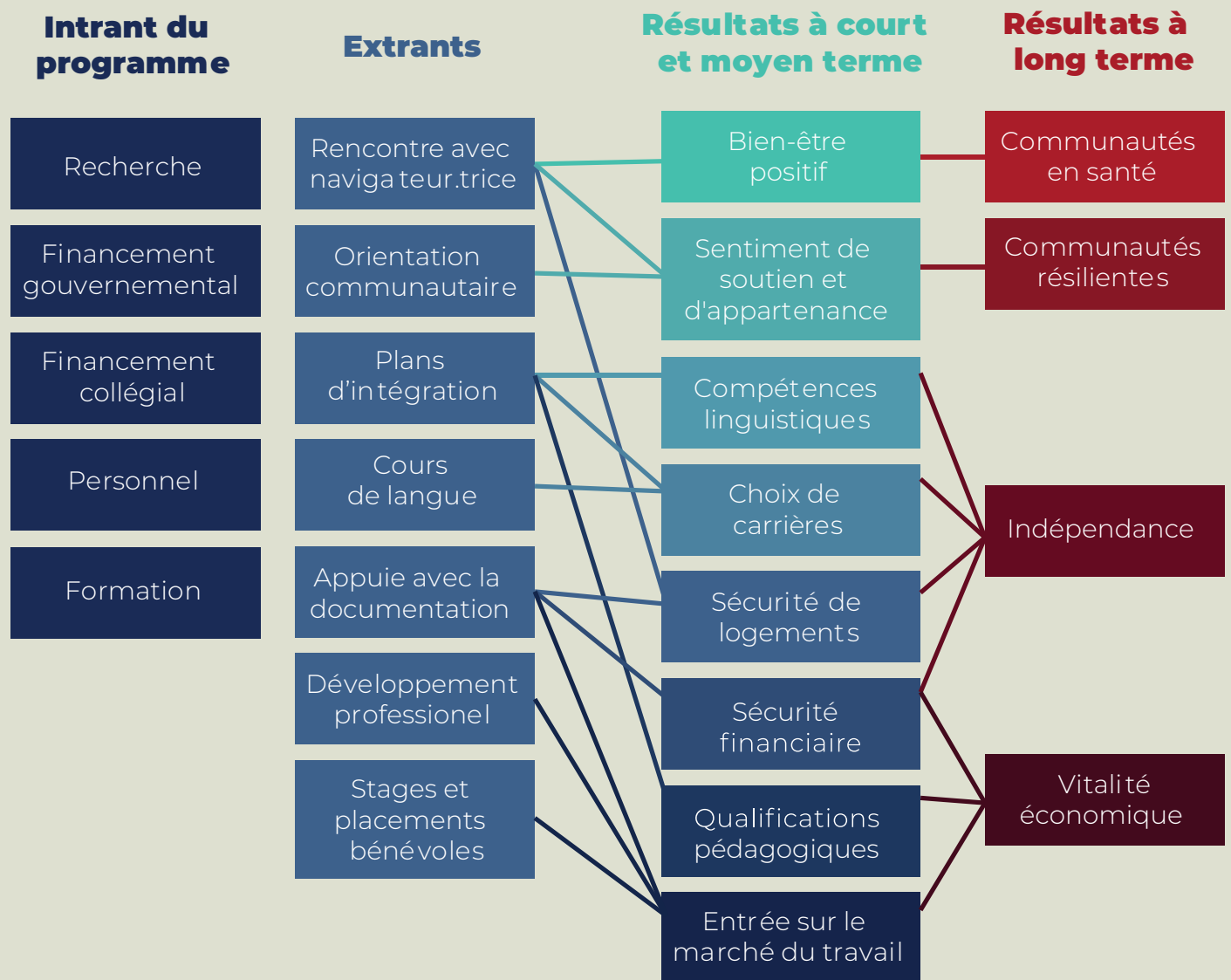
Expérience de travail au Canada

Acquérir de l'expérience pratique par l'expérience de travail, le travail rémunéré, le bénévolat, ou autre au sein d'une organisation ou d'une entreprise canadienne, pour mieux comprendre les attentes et le contexte culturel du milieu de travail canadien, conformément aux objectifs de carrière de la cliente ou du client.

Le Collège Boréal encourage sa clientèle à améliorer ses compétences linguistiques, à accéder à de la formation et à des cours adaptés au contexte canadien, et à acquérir de l'expérience de travail au Canada.

En collaboration avec les immigrantes et immigrants de même que nos partenaires, y compris l'Association socio-culturelle de la communauté rwandaise de Windsor et la Communauté congolaise de Windsor-Essex, notre projet de recherche en cours vise à évaluer, à améliorer et à réinventer notre modèle de prestation de services aux immigrantes et immigrants. Un tel investissement dans la réussite des immigrantes et immigrants est indispensable, car il mènera à d'importantes améliorations dans leur bien-être individuel et social tout en réduisant leur taux de chômage, leur niveau de pauvreté et leur dépendance aux services sociaux et aux programmes d'aide financière.

Figure 2. Modèle logique du programme



L'étude en cours

Questions de recherche

- À quelle fréquence rencontre-t-on des obstacles à l'utilisation des services du Collège? Quels sont ces obstacles?
- Selon les participantes et participants, quel aspect de ces services est le plus utile?
- Comment les participantes et participants évaluent-ils les compétences et l'attitude des navigatrices et navigateurs socioéconomiques?
- Comment les participantes et participants évaluent-ils les effets de ces services sur les principaux accélérateurs sociaux que sont la maîtrise de la langue, la formation et l'expérience de travail?
- Comment les participantes et participants évaluent-ils les effets de ces services sur leur bien-être psychologique et financier?
- Existe-t-il des liens statistiquement significatifs entre le temps passé dans le programme et l'évolution des principaux accélérateurs sociaux?

Méthodes de recherche

Élaboration d'instruments : Le sondage a été conçu au cours d'un processus itératif et coopératif impliquant les chercheuses et chercheurs ainsi que des intervenants importants. Les questions ont été élaborées par l'équipe de recherche (coordonnatrices et coordonnateurs de programme, spécialiste en recherche, adjointes et adjoints de recherche étudiants). La connaissance préalable des trois accélérateurs sociaux a consciemment orienté l'élaboration des questions. Après sa conception, nous avons présenté une version préliminaire du sondage à deux associations culturelles de Windsor pour recueillir leurs commentaires et leurs questions. Nous l'avons ensuite revu, puis nous l'avons mis à l'essai (en français et en anglais) auprès de cinq personnes qui avaient participé au programme d'intégration socioéconomique, mais qui n'étaient pas admissibles à l'étude (puisqu'elles étaient devenues citoyennes canadiennes). Après cette phase de mise à l'essai, nous avons encore amélioré le sondage.

Échantillon : Toutes les personnes utilisant les services d'intégration du Collège pouvaient répondre au sondage (c.-à-d., échantillonnage de commodité). Tous les participants et participantes au programme avaient la résidence permanente au Canada, et personne n'a été exclu en fonction de son pays d'origine. Nous recherchions un équilibre entre les francophones et les anglophones mais, au bout du compte, 75 % du sondage a été mené en anglais et 25 % en français.

Recrutement : Pour recruter des participantes et participants, les navigatrices et navigateurs socioéconomiques du collège ont envoyé une invitation par courriel à leur clientèle. Par après, les personnes intéressées ont communiqué avec une assistante administrative ou un assistant administratif, qui a coordonné avec eux la réponse au sondage en ligne ou par téléphone. Même si les navigatrices et navigateurs socioéconomiques ont participé à la distribution du matériel de recrutement, aucun n'était directement impliqué dans le recrutement ni ne connaissait l'identité des personnes qui ont participé ou non. En complément à cette méthode de recrutement, une gestionnaire ou un gestionnaire d'établissement postsecondaire a visité plusieurs cours de langue pour informer les étudiantes et étudiants de ce projet et les inviter à y participer. Les personnes intéressées ont aussi communiqué avec l'assistante administrative ou l'assistant administratif, qui leur a donné accès au sondage.

Collecte de données : Pour favoriser la compréhension et la réalisation du sondage, il était possible d'y répondre par téléphone ou en ligne. En guise de remerciement, nous avons remis aux participantes et participants une carte-cadeau de 25 \$. Les données ont été recueillies auprès de 45 participantes et participants entre le 22 septembre et le 30 novembre 2021.

Description de l'échantillon : Le tableau 1 présente un sommaire démographique. La plupart des participantes et participants (plus de 80 %) avait de 25 à 44 ans et vivaient au Canada depuis en moyenne trois ans (au minimum trois mois, et au maximum sept ans). La majorité était des femmes. Elles et ils avaient des origines linguistiques diverses; la quasi-totalité parlait anglais (98 %), et un peu plus de la moitié parlait français (53 %).

Tableau 1. Répartition de l'échantillon

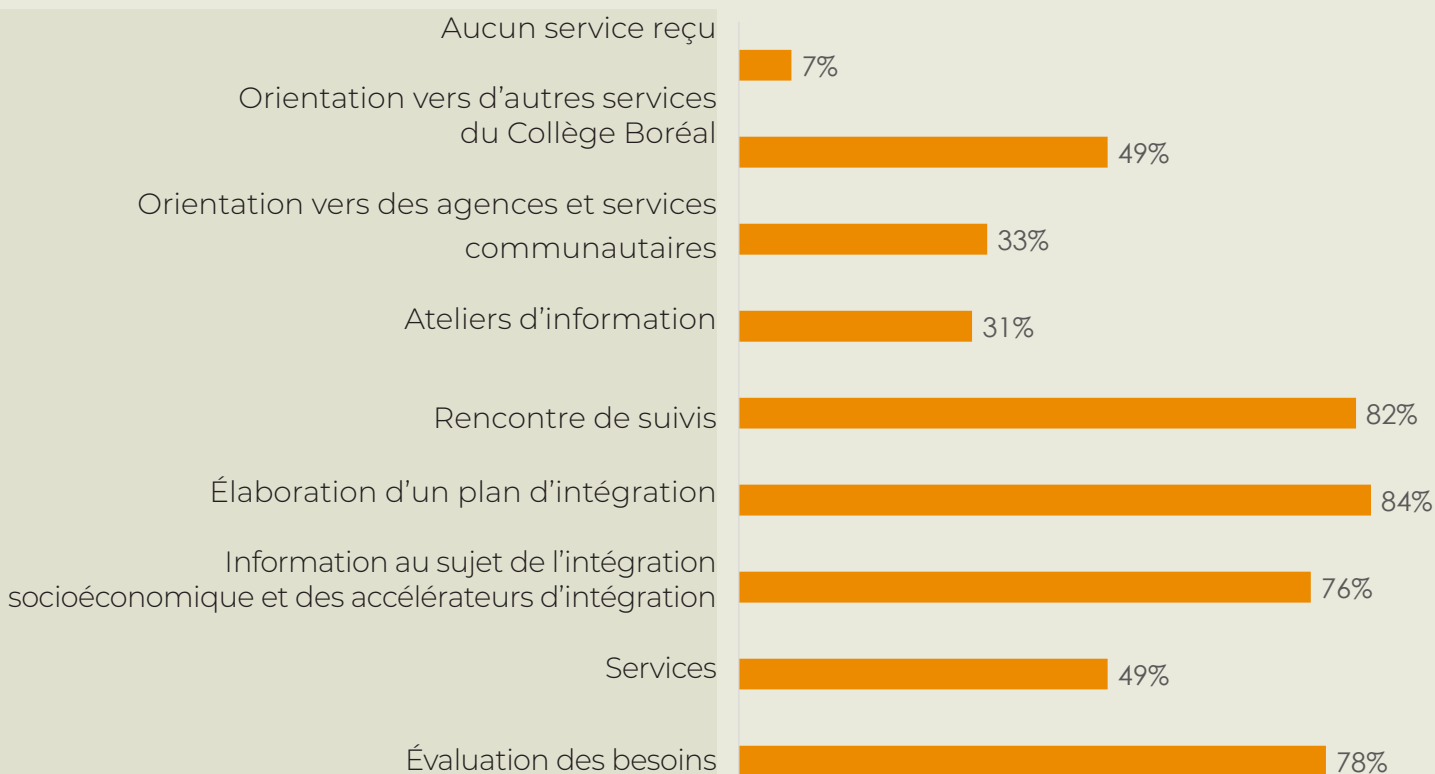
Catégorie démographique	Sous-catégorie	% de l'échantillon (n = 45)
Genre	Homme	24 %
	Femme	76 %
Âge	18 à 24	9 %
	25 à 34	29 %
	35 à 44	51 %
	45 à 54	9 %
	55 et plus	2 %
Scolarité avant d'arriver au Canada	École primaire	98 %
	Diplôme d'études secondaires	87 %
	Diplôme d'études collégiales	42 %
	Études universitaires	11 %
	Baccalauréat	44 %
	Programme d'études supérieures	22 %
Temps passé au Canada	Moins de 2 ans	24 %
	De 2 à 4 ans	47 %
	4 ans ou plus	29 %
Catégorie d'immigrants	Immigrant économique	27 %
	Réfugié	31 %
	Parrainage familial	27 %
	Indéterminé	13 %
	Autre	2 %
Situation d'emploi	Sans emploi	67 %
	Emploi à temps partiel	18 %
	Emploi à temps plein	16 %
Revenu du ménage	Moins de 5 000 \$	11 %
	De 5 000 \$ à 19 999 \$	18 %
	De 20 000 \$ à 49 999 \$	27 %
	De 50 000 \$ à 79 999 \$	6 %
	Plus de 80 000 \$	6 %
	Ne sais pas / Incertain	23 %
	Préfère ne pas répondre	11 %

Conclusions de la recherche

Utilisation du programme : Rencontres, plans d'intégration et accélérateurs comme priorités

Les participantes et participants à l'étude utilisaient différents services d'intégration socioéconomique, les plus fréquents étant l'élaboration d'un plan d'intégration (84 % des participantes et participants), les rencontres de suivi (82 %), l'évaluation des besoins (78 %) et l'information sur l'intégration et les accélérateurs d'intégration (76 %). Plus rarement, les participantes et participants participaient à des ateliers d'information ou étaient aiguillés vers des organismes et services communautaires (environ le tiers des participantes et participants utilisaient ces services). Ces chiffres semblent correspondre à l'accent mis par le programme sur l'intégration en tant que processus global qui nécessite l'identification des besoins, l'élaboration d'un plan et de suivi du progrès conformément à ce plan.

Figure 3. Pourcentage de participantes et participants utilisant chaque service.



Examen des obstacles à la prestation de services : peu de problèmes signalés

Les participantes et participants n'ont signalé que peu d'obstacles au programme d'orientation socioéconomique. Les répondantes et répondants étaient généralement d'accord pour dire qu'il était facile de prendre rendez-vous (96 %), que les navigatrices et navigateurs étaient à l'heure pour les rencontres (89 %), que la durée des rencontres était adéquate (93 %), que la fréquence des rencontres était adéquate (93 %) et que la fréquence des rencontres de suivi était adéquate (80 %) (figure 4).

Ces conclusions indiquent que la structure des rencontres individuelles fonctionnait bien pour les participantes et participants au programme, du moins de leur point de vue. Il est peut-être possible d'améliorer la fréquence des rencontres de suivi, mais des recherches plus approfondies s'imposent pour déterminer s'il faudrait que ces rencontres soient plus ou moins fréquentes.

91% des participants et participantes ont indiqué n'avoir eu aucune difficulté à accéder aux services.

Les obstacles signalés se rapportaient aux services de garde, à l'organisation de l'horaire en fonction des obligations existantes et des problèmes de santé, et à la longue attente pour obtenir un numéro d'assurance sociale (chacun de ces points a été signalé par une seule personne).

Le rôle des navigatrices et navigateurs socioéconomiques : évaluations positives dans tous les volets

Comme pour la structure des services, les évaluations sur les navigatrices et navigateurs socioéconomiques étaient extrêmement positives (figure 5).

Une très forte proportion de participantes et de participants (plus de 90 % dans tous les cas) estimait comprendre le rôle de leur navigatrice ou navigateur et pouvoir lui faire confiance et travailler avec elle ou lui pour atteindre leurs objectifs. C'est sans compter que 93 % d'entre eux affirmaient qu'ils recommanderaient leur navigatrice ou navigateur et les services à quelqu'un d'autre. Ces évaluations élogieuses laissent entendre que les navigatrices et navigateurs ont véhiculé clairement leur rôle et qu'ils sont en mesure de bâtir des relations productives et compatissantes avec leur clientèle.

Figure 4. Degré d'accord des participantes et participants à l'égard de la structure de la prestation des services.

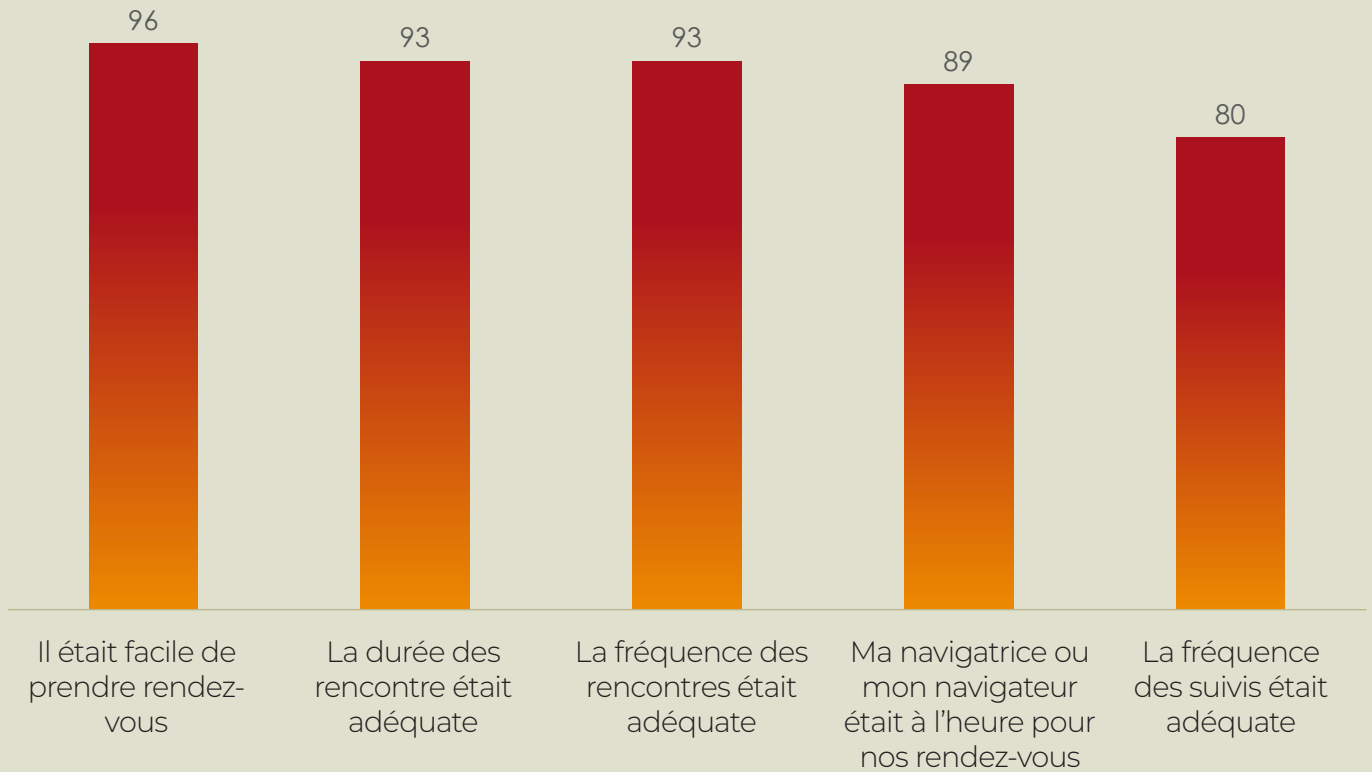
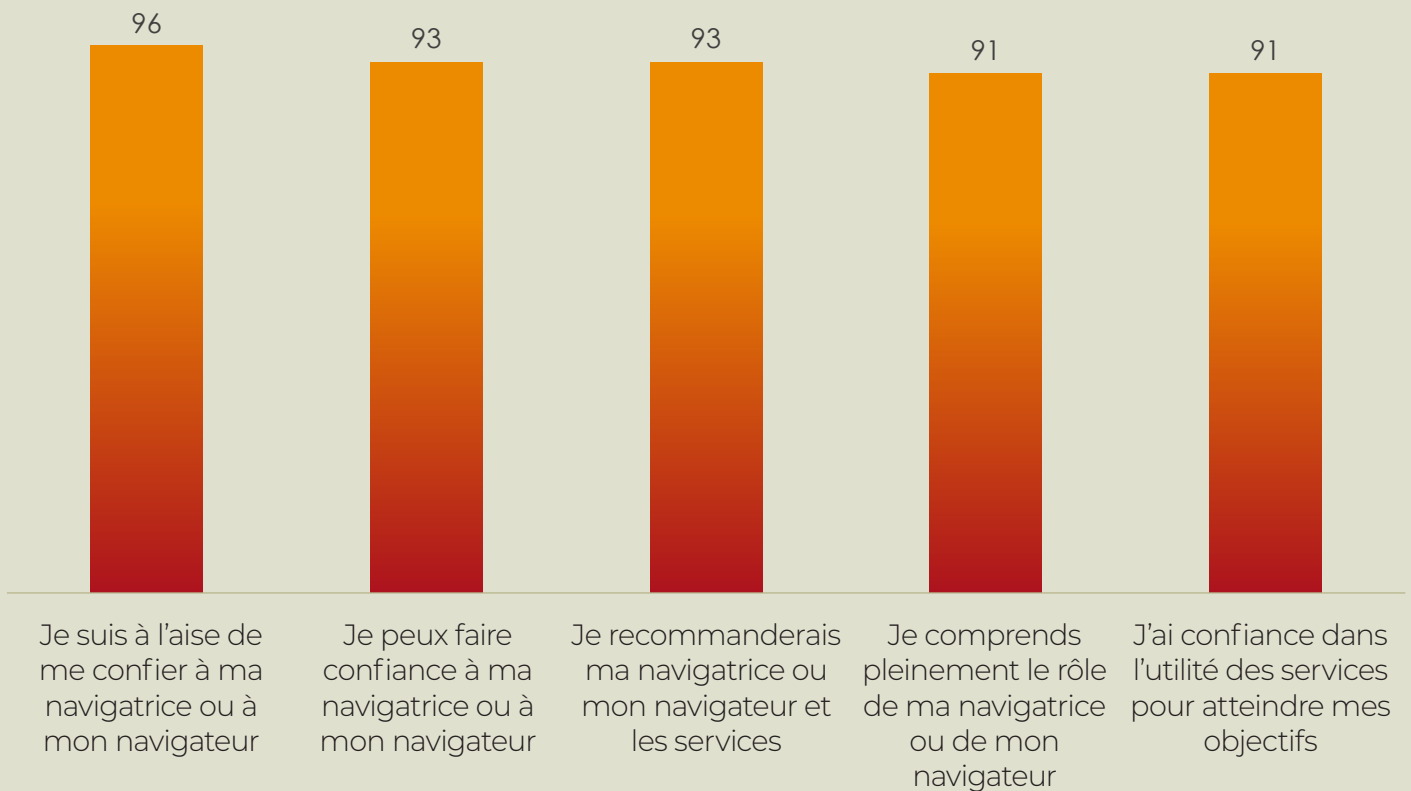
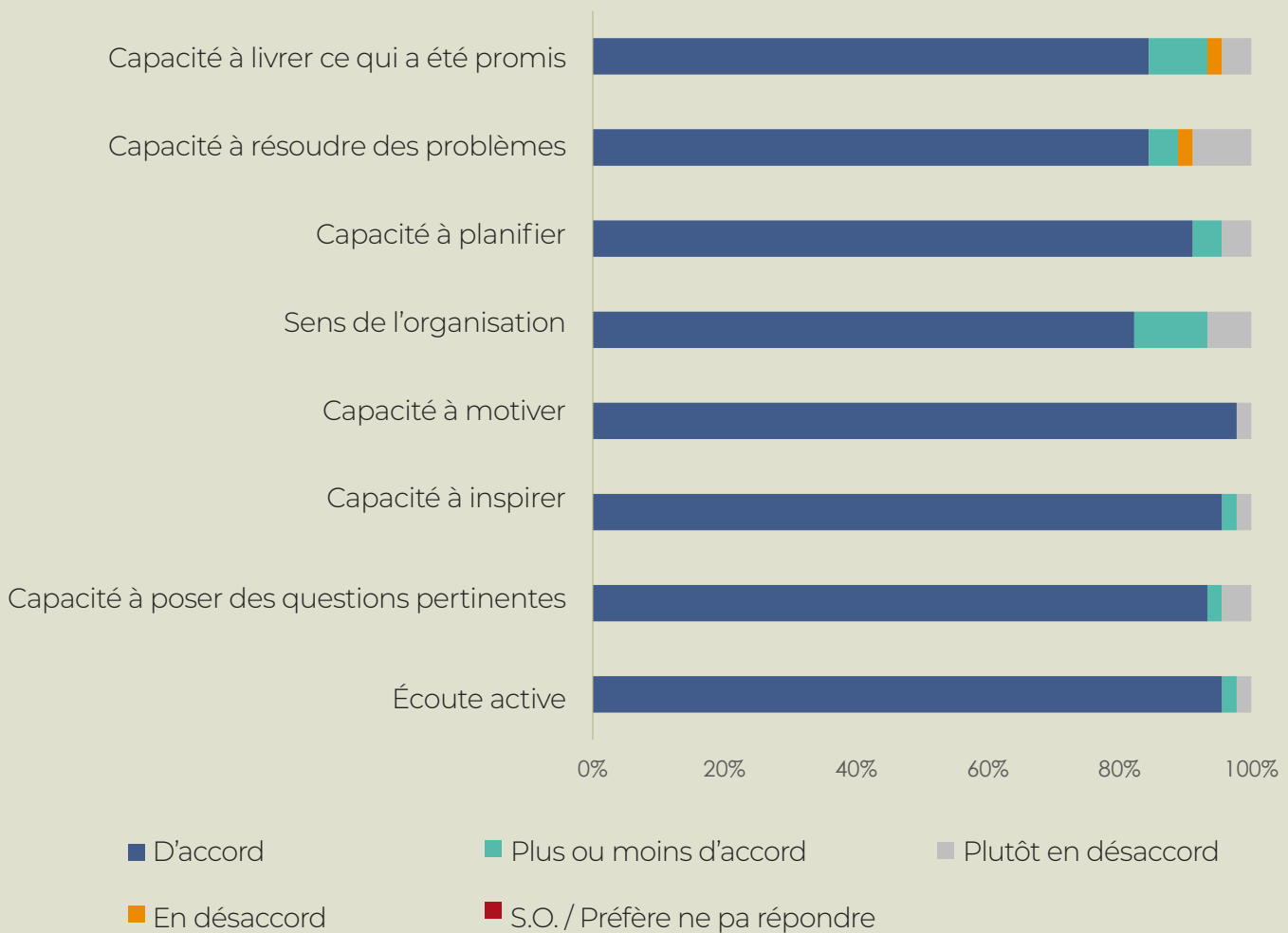


Figure 5. Degré d'accord des participantes et participants à l'égard de l'attitude et de l'importance de leur navigatrice ou navigateur.



Les évaluations des différentes compétences des navigatrices et navigateurs socioéconomiques étaient également extrêmement positives. L'accord était presque unanime (plus de 95 %) quant aux compétences des navigatrices et navigateurs en écoute active et dans l'inspiration et la motivation des clientes et clients. Leurs compétences dans la formulation de questions pertinentes et l'élaboration de plans ont obtenu une note à peine inférieure (93 % et 91 % respectivement). Certaines compétences n'ont pas été démontrées aussi clairement par les navigatrices et navigateurs : le sens de l'organisation, la résolution de problèmes et la capacité à livrer ce qui a été promis. Néanmoins, plus de 80 % des participantes et participants ont convenu que les navigatrices et navigateurs démontraient ces compétences, ce qui met en lumière leurs habiletés dignes de professionnelles et professionnels accomplis. Des évaluations aussi positives constituent une réussite retentissante, d'autant plus que ce rôle est unique dans les collèges et organismes pour immigrantes et immigrants (figure 6).

Figure 6. Degré d'accord des participantes et participants à l'égard des compétences démontrées par les navigatrices et navigateurs



Une incidence autodéclarée positive sur les compétences linguistiques

Alors que 80 % à 90 % des participantes et participants évaluaient leurs compétences en anglais (communication orale, écriture et lecture) de moyenne à très forte, les compétences en français révélaient une tendance bimodale, environ 40 % des participantes et participants ayant déclaré avoir de très fortes compétences à l'oral, en écriture et en lecture, et un autre sous-groupe (environ le tiers) ayant déclaré avoir des compétences très faibles en la matière. Le reste des participantes et participants ont préféré ne pas répondre à cette question, ou ont indiqué qu'elle ne s'appliquait pas à leur situation. La quasi-totalité des participantes et participants (91 %) ont indiqué avoir suivi des cours de langue, le plus haut taux de participation allant aux Cours de langue pour les immigrants au Canada (CLIC) (66 %), et le plus bas aux cours d'anglais langue seconde (ALS) (22 %).

Dans le cadre du plan d'intégration, une forte proportion de participantes et participants se sont fixé des objectifs pour les cours de langue, la plupart visant à terminer les CLIC. La majorité avait déjà terminé ou visait terminer les CLIC de niveau 4 (51 %), de niveau 5 (61 %), ou de niveau 6 (75 %). À l'inverse, très peu de participantes et participants visaient les niveaux 1, 2 ou 3 ou des certifications plus avancées, comme les cours et les certifications d'ALS et de français langue seconde (FLS), de la formation linguistique axée sur les professions (FLAP), du International English Language Testing System (IELTS), du Test of English as a Foreign Language (TOEFL), ou du English Language International Program (ELIP). Un nombre considérable de participantes et participants qui n'avaient pas encore atteint ces objectifs affirmait qu'il était « probable » ou « très probable » qu'elles et ils les atteignent. Seules une ou deux personnes pour chaque niveau de maîtrise de la langue ont déclaré qu'il était peu probable qu'elles atteignent leur objectif.

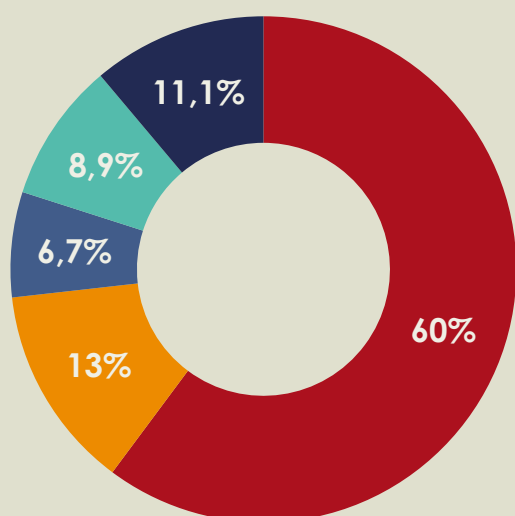
Selon les participantes et participants, les services du collège ont eu des répercussions positives sur leur maîtrise de la langue.

60% des participants et participantes ont affirmé que les services d'intégration socioéconomiques ont eu une incidence majeure sur leurs compétences linguistiques

Les autres participants et participantes ont fait état d'une incidence moyenne (13 %), légère (7 %), ou nulle (9 %) (figure 7).

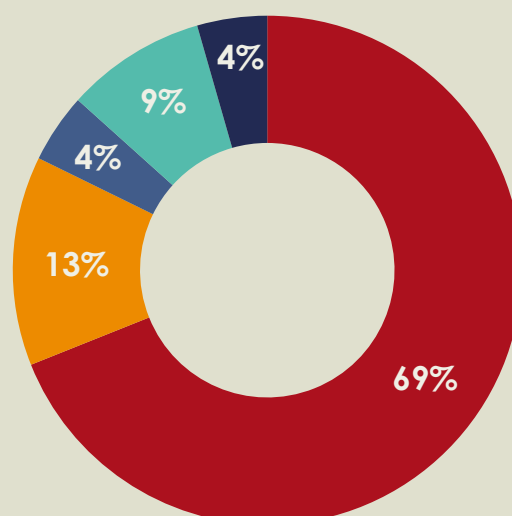
En raison de la taille de l'échantillon (n = 45), la capacité de l'étude à détecter les significations statistiques était limitée. Néanmoins, nous avons effectué des analyses pour repérer toute corrélation observable entre la maîtrise de la langue et la durée de participation (en mois) des participantes et participants au programme d'orientation socioéconomique. Aucune corrélation statistiquement significative n'a été trouvée entre la durée dans le programme et les compétences d'expression, de compréhension orale, de lecture et d'écriture en français et en anglais ($p > 0,05$), ni entre le niveau de compétence général et la durée dans le programme. Un échantillon plus grand pourrait permettre d'observer de telles corrélations (et même là, il ne faudrait pas établir de lien causal). Bien sûr, de futures recherches devraient explorer cette possibilité.

Figure 7. Perception de l'incidence des services d'intégration socioéconomique sur les compétences linguistiques.



■ D'accord ■ Plus ou moins d'accord ■ Plutôt en désaccord
 ■ En désaccord ■ S.O. / Préfère ne pas répondre

Figure 8. Incidence perçue du programme d'intégration socioéconomique sur le parcours de formation.



Formation : Objectifs postsecondaires, optimisme et effets considérables du programme

La majorité des participantes et participants ont indiqué leurs objectifs de formation. Les objectifs les plus courants étaient les suivants : commencer un programme collégial (82 %), obtenir un certificat d'études collégiales (75 %) et acquérir les prérequis pour commencer une formation postsecondaire (74 %).

Presque l'entièreté des participantes et participants (plus de 90 %) jugeait probable ou très probable qu'ils atteignent ces objectifs. Certains ont aussi mentionné leur objectif de commencer un programme universitaire (53 %); d'obtenir un diplôme ou un certificat universitaire (50 %); de commencer un autre programme de formation (48 %); et d'obtenir une autre certification (57 %). Là encore, toutes les personnes ayant mentionné ces objectifs jugeaient probable ou très probable qu'elles les atteignent.

Enfin, un important sous-groupe de participantes et participants visait obtenir l'équivalent des diplômes obtenus à l'étranger (39 %), et chacune et chacun considérait que leur réussite était probable ou très probable. L'impression qu'avaient les participantes et participants de l'effet du programme sur leur éducation était très positive : 69 % ont signalé que le programme a eu des répercussions majeures sur leur parcours de formation, et 13 % ont jugé qu'il avait un effet relatif (figure 8).

Emploi : Expériences de mutations professionnelles, espoirs d'emplois de rêve et répercussions modérées du programme

Les participantes et participants ont souvent mentionné des objectifs portant sur l'expérience de travail. Plus précisément, 96 % étaient d'avis que la réflexion sur leur carrière était en soi un objectif important. Ce sont 98 % des répondantes et répondants qui ont rapporté vouloir décrocher leur « emploi de rêve ». Autres objectifs d'emploi mentionnés par plus de 80 % des participantes et participants : faire du bénévolat et travailler à temps partiel ou à temps plein. La probabilité d'atteindre ces objectifs variait. Fait intéressant, les participantes et participants étaient beaucoup plus susceptibles de juger « probable » ou « très probable » de réfléchir à leur carrière (88 %) ou de trouver un emploi de rêve (93 %) que de trouver un emploi à temps plein (67 %; le reste des participantes et participants n'a pas répondu à cette question, ou a choisi « préfère ne pas répondre »). Ce résultat concorde avec l'insistance du programme sur la réflexion personnelle, l'investissement dans la formation et la recherche d'un travail significatif – par opposition à une approche insistant sur la transition rapide vers un emploi quelconque à temps plein.

Il convient de noter que les deux tiers des répondantes et répondants avaient travaillé depuis leur arrivée au Canada, et que le tiers travaillait au moment de l'étude. Plusieurs travaillaient dans des domaines autres qu'avant leur arrivée (voir la figure 9). Plus particulièrement, les personnes qui avaient travaillé dans la gestion, les affaires, les finances et l'administration étaient beaucoup moins susceptibles de se retrouver dans ces secteurs.

Figure 9. Domaines d'activité avant et après l'arrivée au Canada, en nombre de participantes et participants.

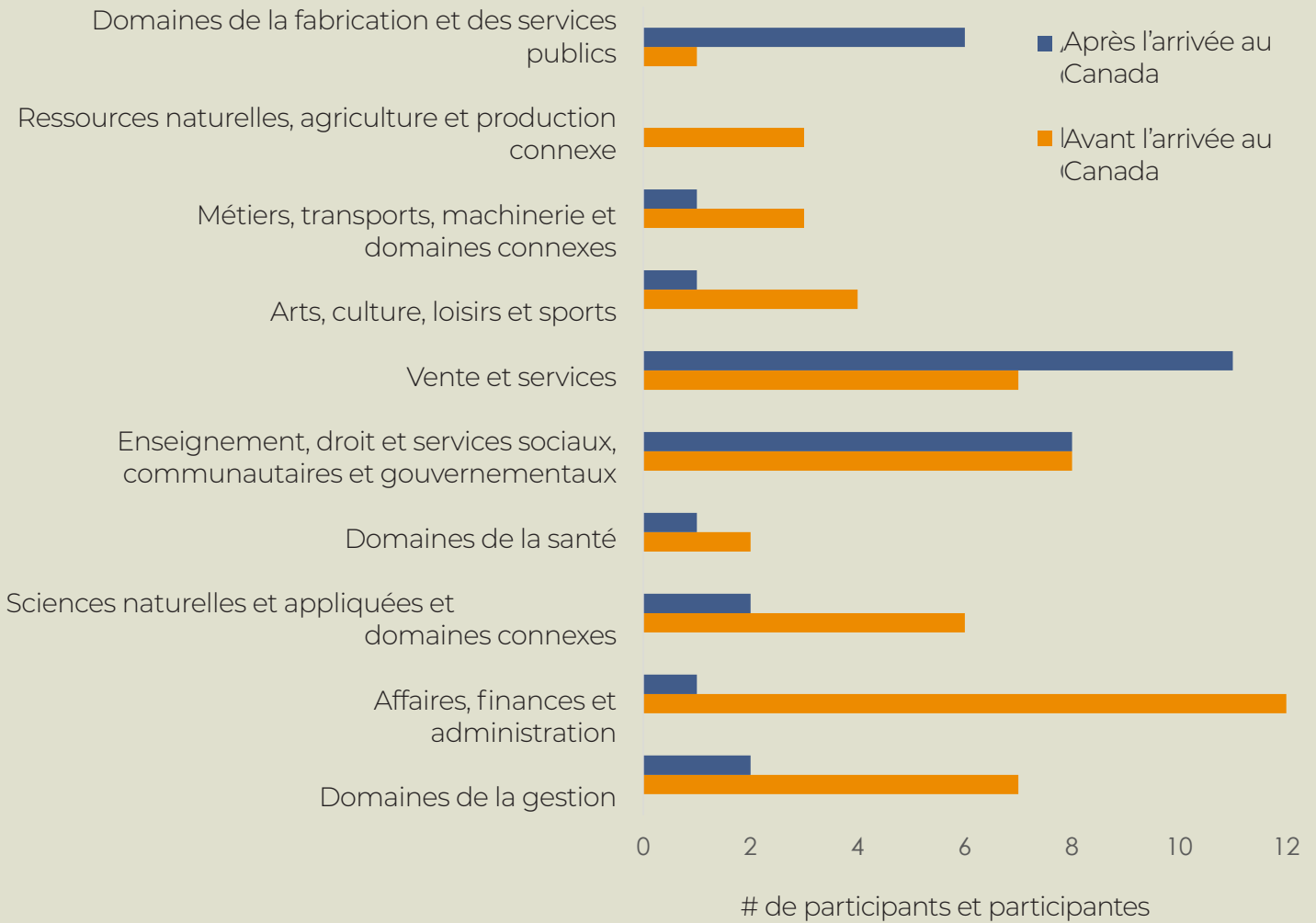
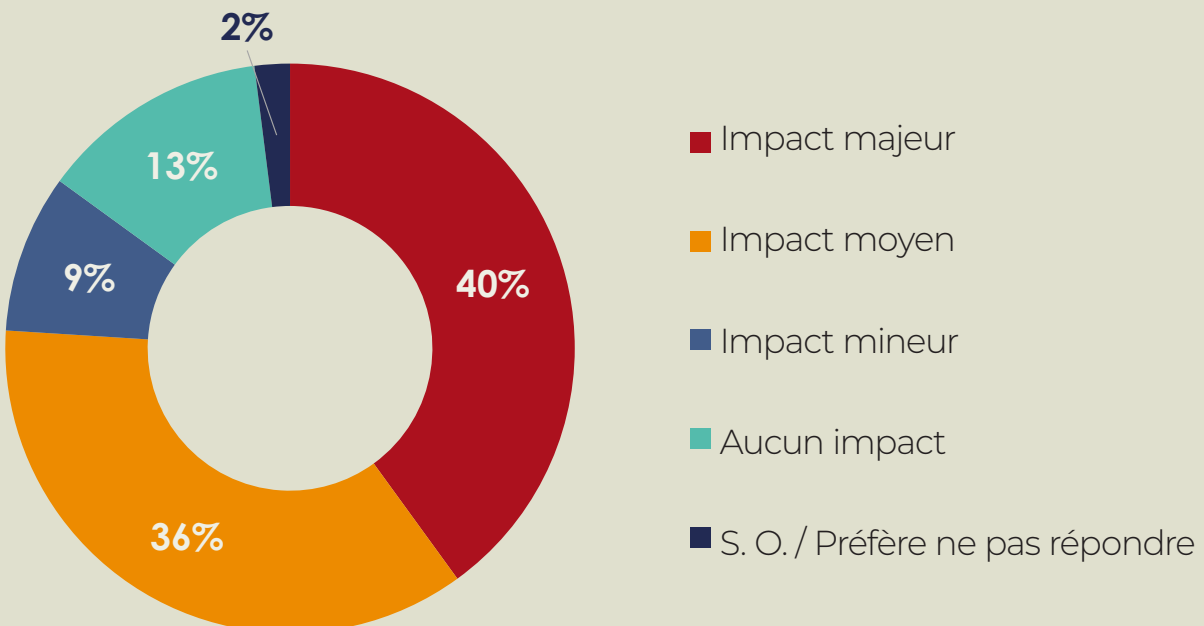


Figure 10. Incidence du programme d'intégration socioéconomique sur l'intégration dans le marché du travail



Près du tiers des participantes et participants (31 %, 14 personnes) ont indiqué avoir tenté de faire reconnaître leurs titres de compétences et leurs diplômes au Canada, tandis que le reste a mentionné ne pas avoir tenté cette démarche (40 %) ou que la question ne s'appliquait pas à leur situation (29 %). Parmi celles et ceux qui ont tenté de faire reconnaître leurs titres de compétences, cinq ont réussi, six avaient entamé les démarches et les trois autres ont donné des réponses variées.

En nous renseignant afin de bien comprendre les expériences de travail des participantes et participants, nous avons découvert que près de 70 % d'entre eux cherchaient du travail au Canada depuis six mois, et que 63 % avaient eu des difficultés à cet égard. Voici les plus fréquentes : compétences en littératie (17 participants); difficultés de transport (6); COVID-19 (4); et enfants ou autres personnes à charge (2).

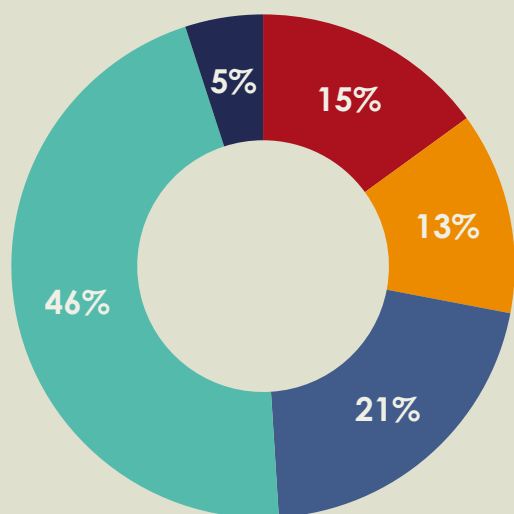
Enfin, quand on leur a demandé quels avaient été les effets du programme socioéconomique sur leur intégration dans le marché du travail canadien, la plupart des participantes et participants ont jugé qu'il avait eu une incidence majeure (40 %) ou relative (36 %). Le pourcentage ayant signalé une « incidence majeure » dans ce secteur est considérablement plus petit que pour les compétences linguistiques (60 %) ou le parcours de formation (69 %) (voir la figure 8 pour en savoir plus). Bien que le Collège pourrait explorer les possibilités d'avoir une influence plus directe dans ce secteur, il doit aussi reconnaître que le programme vise intentionnellement une transition plus délibérée et réfléchie vers l'emploi – une transition qui nécessite un investissement initial plus important, mais qui pourrait déboucher sur des emplois plus durables et satisfaisants sur le plan personnel.

Finances : Incidence plus faible du programme

Dans la section portant sur l'emploi, nous avons noté que les participantes et participants semblaient moins confiants quant à l'obtention des heures d'emploi espérées qu'à l'accès au type d'emploi idéal, ce qui peut suggérer un manque de confiance à l'égard de la sécurité d'emploi. Les participantes et participants semblaient aussi avoir moins confiance dans les répercussions financières de leurs efforts, y compris leur participation au programme d'intégration socioéconomique. Le secteur des finances est celui où les participantes et participants ont mentionné le moins de répercussions : seuls 21 % ont jugé que le programme avait eu une incidence majeure sur leurs finances. En réalité, près de la moitié des participantes et participants (46 %) ont eu l'impression que le programme n'avait pas eu d'incidence (voir la figure 9 qui suit). Aucune surprise, puisque le rendement de la formation et de l'éducation est plus susceptible d'être perceptible sur une période plus longue (Wilkinson et coll., 2006).

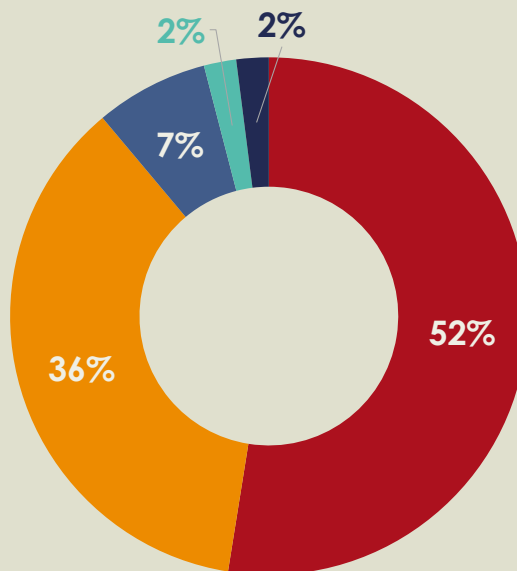
Pour ce qui est de la situation financière actuelle des participantes et participants, un important sous-groupe était incertain de son revenu personnel (22 %), préférait ne pas le mentionner (11 %), ou n'a pas répondu à la question (16 %).

Figure 11. Perception de l'incidence du programme d'intégration socioéconomique sur les finances.



■ D'accord ■ Plus ou moins d'accord ■ Plutôt en désaccord
 ■ En désaccord ■ S.O. / Préfère ne pas répondre

Figure 12. Incidence perçue du programme d'intégration socioéconomique sur le bien-être.



Parmi environ la moitié des participantes et participants qui ont répondu à la question, la moitié a mentionné un revenu personnel de moins de 5 000 \$, et l'autre moitié a signalé un revenu de 10 000 \$ à 40 000 \$. Dans de futures recherches, il serait préférable de rassurer les participantes et participants quant à la déclaration de leur revenu, étant donné le faible taux de réponse à cette question. Il serait aussi utile de mieux préciser les types de résultats financiers visés par le programme (surtout si l'on tient compte du fait que les participantes et participants étudient à temps plein). Plutôt que de poser des questions générales sur la « situation financière », il pourrait être utile de distinguer les questions sur le budget, les économies, la gestion des dettes ou la gestion des finances en famille, surtout s'il s'agit de volets prévus par le programme d'intégration socioéconomique.

Bien-être psychologique : Incidence modérée du programme

Au moment du sondage, les participantes et participants ont signalé un très haut taux de satisfaction et une image positive d'eux-mêmes pour une gamme de paramètres.

> 90%

des participants et participantes s'entendaient pour se dire confiants, indépendants, déterminés, résilients et tournés vers leurs objectifs et leur carrière.

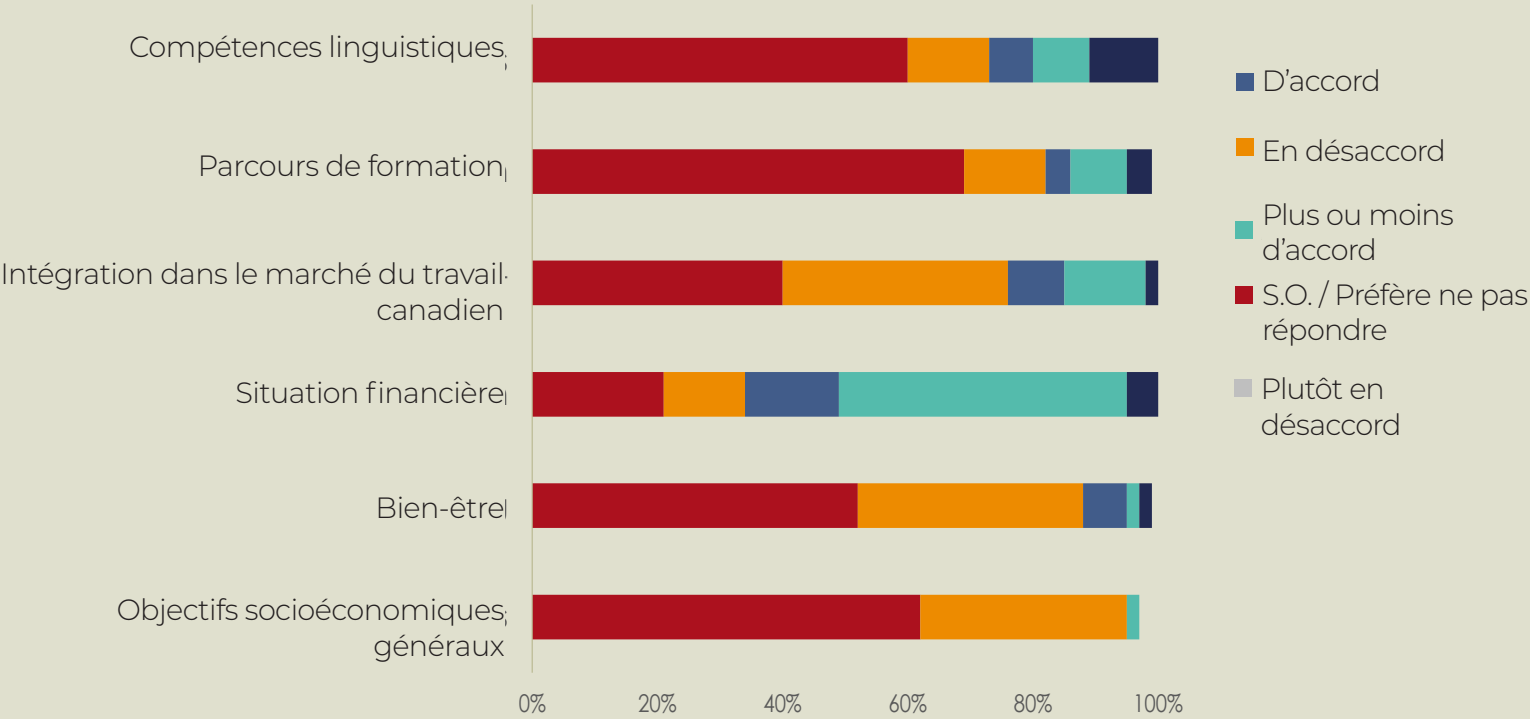
De 80 % à 90 % des participantes et participants pouvaient compter sur d'autres personnes en cas de besoin, évoluaient dans un environnement propice à leurs aspirations professionnelles, éprouvaient un sentiment d'accomplissement, et étaient satisfaits de leur vie.

Ces évaluations élogieuses quant à leur satisfaction et au sens de leur vie sont encourageantes. D'un autre côté, le programme a eu moins d'effet sur ce résultat que sur les autres résultats examinés dans l'étude. En effet, 52 % des participantes et participants jugeaient que le programme d'intégration socioéconomique avait eu une incidence majeure sur leur bien-être, et un 36 % ont signalé une incidence relative. Tout de même, cela signifie qu'un pourcentage combiné de 88 % des participantes et participants sont d'avis que le programme a eu des répercussions dans une certaine mesure, ce qui est, somme toute, un signe positif.

Évaluation globale du programme : 95 % perçoivent une incidence sur leur intégration socioéconomique

L'examen de chacun résultats révèle – du moins du point de vue des participants – que ces services d'intégration socioéconomique sont d'une grande utilité, la majorité des participantes et participants ayant signalé des répercussions majeures pour tous les principaux accélérateurs à l'exception de leur situation financière.

Figure 13. Résultats perçus du programme en général et dans tous les secteurs.



En évaluant l'effet du programme sur leurs objectifs socioéconomiques généraux, 62 % des participantes et participants ont perçu une incidence majeure, 33 % ont perçu une incidence relative, et seules deux personnes n'ont signalé aucune incidence.

95% des répondantes et répondants estimaient que le programme avait eu une incidence sur la réalisation de leur potentiel socioéconomique.

La figure 13 donne un résumé général des conclusions sur les effets du programme.

+++

Analyse

Cette section porte sur nos constatations en lien avec les découvertes de précédentes recherches sur l'intégration socioéconomique des immigrantes et immigrants. Dans la mesure du possible, nous avons tenté d'établir des comparaisons entre les effets de notre programme et ceux d'autres programmes; toutefois, une certaine prudence est de mise compte tenu de la variabilité régionale des problèmes d'intégration étudiés, des profils des participantes et participants, des stratégies de recrutement des chercheuses et chercheurs et des paramètres d'étude utilisés. Néanmoins, nous croyons que cette analyse donne une mise en contexte pertinente de nos découvertes, principalement en les situant par rapport aux connaissances sur les obstacles à l'intégration socioéconomique des immigrantes et immigrants. En adoptant une approche réfléchiée dans nos recherches, et en considérant ce projet comme le premier d'une série que nous comptons réaliser, nous faisons suivre cette analyse de certaines réflexions sur les limites et orientations futures de notre étude.

Répercussions globales du programme sur l'atteinte de l'intégration socioéconomique

Des recherches antérieures font état d'évaluations globales positives des services d'établissement. En 2017, Kalman a découvert que 82,5 % (34) des participantes et participants à son programme étaient d'avis que son plan d'encadrement les aiderait à s'établir dans le Grand Victoria.

De même, 89 % des clientes et clients des services d'établissement en Ontario ont signalé être plus en mesure de prendre des décisions éclairées après avoir reçu des services d'établissement (Bureau du vérificateur général de l'Ontario, 2021), et l'Immigrant Employment Council of BC (2021) a signalé un taux de satisfaction moyen de 95 % pour le programme en 2020-2021 (résultats moyens pour tous les programmes en cours). Dans notre étude, le Collège démontre une efficacité autodéclarée tout aussi élevée. Au total, 95 % des répondantes et répondants estimaient que le programme avait eu des répercussions sur la réalisation de leur potentiel socioéconomique, 62 % d'entre eux ayant perçu des répercussions majeures et 33 %, des répercussions relatives. Ce résultat nous semble très encourageant.

Prestation du programme et efficacité des navigatrices et navigateurs

De manière générale, nos constatations prouvent que les services d'orientation du Collège sont menés de façon réfléchie et efficace et sont assortis de suivis. Comparativement au programme évalué par Kalman en 2017, où 70 % des participantes et participants disposaient d'un plan d'encadrement et 50 % avaient fait le suivi des progrès lors de rencontres d'encadrement, notre étude a découvert que 84 % des participantes et participants disposaient d'un plan d'intégration, 82 % avaient des rencontres de suivi et 84 % faisaient souvent ou toujours appel au plan d'intégration lors des séances de travail avec les navigatrices et navigateurs. Les recherches antérieures signalaient un niveau de satisfaction très positif du programme.

Dans l'étude de Kalman (2017), 85 % des participantes et participants étaient d'accord ou tout à fait d'accord avec l'énoncé selon lequel elles et ils étaient très satisfaits de leur équipe d'encadrement; l'Immigrant Employment Council of BC (2021) a signalé un niveau de satisfaction moyen de 95 % à l'égard du programme en 2020-2021 (résultats moyens pour tous les programmes en cours); et 89 % des clientes et clients des services d'établissement en Ontario ont signalé être plus en mesure de prendre des décisions éclairées après avoir reçu des services d'établissement (Bureau du vérificateur général de l'Ontario, 2021).

De même, 93 % de nos participantes et participants ont convenu qu'ils recommanderaient les services de leur navigateur à d'autres, et 95 % ont perçu des répercussions relatives ou majeures sur leurs objectifs socioéconomiques en général.

Dans l'étude de Kalman, 65 % (26) des participantes et participants n'étaient pas d'accord pour dire qu'ils se sentaient incompris par leur équipe d'encadrement. Là encore, les rapports de nos participantes et participants sont encourageants, plus de 90 % affirmant être à l'aise à se confier à leur navigatrice ou navigateur et sentir qu'ils pouvaient lui faire confiance. En bref, ces conclusions dénotent un niveau de succès absolu et relatif dans la structure et la prestation du programme. Ce sont là des niveaux de réussite qui atténuent notamment les difficultés signalées quant au manque de suivi à long terme (Melançon et coll., 2022; Selimos et George, 2018; Simich et coll., 2005), et qui tirent profit des connaissances actuelles sur l'importance de la confiance et des conseils personnalisés (Caidi et coll., 2008; Interquest Consulting, 2006; Melançon et coll., 2022).

Compétences linguistiques

Des recherches antérieures ont révélé que l'acquisition des compétences linguistiques est un obstacle pour les immigrantes et immigrants, surtout en ce qui concerne les cours de français en dehors des grandes villes (Karky, 2018; Interquest Consulting, 2006). La plupart des participantes et participants à cette étude (de 80 % à 90 %) ont évalué leur maîtrise de l'anglais de moyenne à très bonne, tandis qu'environ 40 % ont qualifié leur maîtrise du français de très bonne, et environ le tiers a signalé avoir une très faible maîtrise du français. D'après la recherche, les immigrantes et immigrants économiques ont généralement le plus haut taux de maîtrise de la langue, tandis que celui des réfugiées et réfugiés et des immigrantes et immigrants économiques à charge est le plus bas (Adamuti-Trache, 2013). Étant donné la formulation de nos questions sur les niveaux de CLIC, nous n'avons pas été en mesure d'examiner la répartition des participantes et participants dans les cours réalisés ni d'établir les différences entre les catégories d'immigrantes et d'immigrants. Il sera important de régler ces deux problèmes dans les études de suivi à venir afin d'avoir un meilleur aperçu des niveaux de langue des participantes et participants ainsi que des expériences qui permettent d'établir ces niveaux.

Selon certaines recherches, la participation aux CLIC améliore principalement les compétences en lecture et en écriture (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 2010). Nos recherches n'ont relevé aucun lien entre le temps passé dans le programme d'orientation socioéconomique et les compétences linguistiques précises ou générales. Nous devons toutefois reconnaître les limites de nos données dans leur capacité à détecter de tels effets statistiques. De manière générale, les participantes et participants jugeaient que le programme avait eu une incidence sur leurs compétences linguistiques, et seuls 16 % étaient d'avis qu'il n'avait eu qu'une incidence mineure, voire pas du tout. Compte tenu de l'écart entre les différentes compétences linguistiques (compréhension et expression par rapport à lecture et écriture), nous pourrions avoir intérêt à interroger les participantes et participants sur les répercussions du programme sur des compétences linguistiques précises à l'avenir.

Emploi et éducation

Des publications antérieures l'ont démontré (Interquest Consulting, 2006; Kalman, 2017; Picot) : presque la totalité des participantes et participants avaient pour objectif de décrocher un emploi de rêve. Nous avons également constaté qu'en immigrant au Canada, plusieurs avaient changé de domaine d'emploi; les expériences en gestion, en affaires et en sciences ayant mené à des postes dans le domaine des ventes, du service et de la fabrication. Encore une fois, ces résultats concordent avec ceux des précédentes publications portant sur les obstacles pour les immigrantes et immigrants au Canada (Kouyé et Soulière, 2022; Reitz, 2013; Zietsma, 2010).

Si le taux de chômage des immigrantes et immigrants au Canada s'est maintenu à 10 %, les deux tiers des participantes et participants étaient sans emploi. Sachant que la clientèle du programme est inscrite à 20 heures de cours de langue en plus des études à temps plein et des travaux connexes, nous n'interprétons pas ce contraste de façon négative; au contraire, ces résultats témoignent des diverses activités que mènent les immigrantes et immigrants pour atteindre leurs objectifs de carrière à long terme. Notre analyse a révélé que 83 % des participantes et participants à un programme de préparation à l'emploi de Colombie-Britannique mentionnaient qu'il les avait aidés à obtenir un nouvel emploi, meilleur (Immigrant Employment Council of BC, 2021).

En comparaison, lorsqu'interrogés sur les répercussions du programme socioéconomique sur leur intégration dans le marché de l'emploi canadien, la plupart des participantes et participants à l'étude en cours étaient d'avis qu'il avait eu de fortes répercussions (40 %) ou des répercussions relatives (36 %).

Enfin, la recherche a mis en lumière les difficultés à faire reconnaître officiellement les titres de compétences et l'expérience (Kouyé et Soulière, 2022; Reitz, 2013). De nos 45 participantes et participants, 14 avaient tenté la démarche, cinq avaient réussi et six faisaient des progrès en ce sens. Somme toute, nos conclusions sont comparables aux précédentes constatations sur les difficultés et les interventions possibles en lien avec l'emploi.

Finances

Les immigrantes et immigrants sont couramment victimes d'écart salariaux comparativement aux non-immigrantes et non-immigrants (Al Mallees, 2022), une importante proportion d'entre eux étant incapables de gagner suffisamment d'argent pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille (Kalman, 2017). Près de la moitié des participantes et participants ne connaissaient pas trop leur revenu d'emploi personnel (22 %), préféraient ne pas en parler (11 %) ou n'ont pas répondu à la question portant sur le revenu d'emploi personnel (16 %). Parmi environ la moitié des participantes et participants qui ont répondu à la question, la moitié a mentionné un revenu personnel de moins de 5 000 \$, et l'autre moitié a signalé un revenu de 10 000 \$ à 40 000 \$. Le faible nombre de données nous empêche de tirer des conclusions utiles sur la situation financière de nos participantes et participants. Compte tenu de ces contraintes, nous espérons pouvoir mieux rassurer les futurs participantes et participants et prévoir différentes mesures de la situation financière, de sorte que les conclusions soient plus faciles à interpréter. Qui plus est, il pourrait être plus utile d'étudier un groupe témoin de non-immigrantes et non-immigrants, afin de tirer des conclusions sur les écarts de salaire.

En ce qui a trait à l'évaluation du programme du Collège, les finances étaient le volet où les participantes et participants constataient le moins de répercussions, 21 % étant d'avis que le programme avait eu d'importantes répercussions sur leurs finances, et près de la moitié (46 %) jugeant qu'il n'avait eu aucun effet. Puisque nombre de participantes et de participants investissent dans la formation pour gagner un meilleur salaire plus tard, il est possible que les répercussions financières du programme soient indirectes et observables uniquement après une période plus longue. Pour cette raison, nous continuerons à mener des études de suivi avec les personnes concernées.

Bien-être psychosocial

Des recherches antérieures ont révélé de nombreux problèmes psychosociaux chez les immigrantes et immigrants, notamment pour nouer des liens (non seulement avec les immigrantes et immigrants établis, mais aussi en dehors de la communauté immigrante) et bâtir des relations de confiance, de même que des moments de solitude et de dépression (Interquest Consulting, 2006; Kouyé et Soulière, 2022; Melançon et coll., 2022; Selimos et George, 2018).



Malgré tout, les taux absolus laissent entendre que la majorité des immigrantes et immigrants ressentent un sentiment d'appartenance relatif ou très fort, du moins selon l'étude de Kitchen et coll. (2015), qui a découvert que 74 % leurs participantes et participants cadrent avec ce scénario. Notre recherche témoigne d'un fort sentiment d'appartenance, la totalité de nos participantes et participants étant d'accord (84 %) ou quelque peu d'accord (16 %) pour dire qu'ils ont des gens sur qui compter en cas de besoin.

Sur le sujet de la satisfaction de vivre, de précédentes études portant sur un groupe d'ingénieures et d'ingénieurs formés à l'étranger et en grande partie sous-employés (la plupart établis en Ontario) ont découvert que 31 % des participantes et participants étaient insatisfaits de leur vie au Canada, 33 % étaient neutres, 36 % étaient satisfaits (George et coll., 2012). De plus, Statistique Canada indique qu'en 2018, les immigrantes et immigrants asiatiques évaluaient leur satisfaction à 8 sur 10, mais que deux ans plus tard, durant la pandémie, cette note avait diminué de 1,82 point (Helliwell et coll., 2020). Dans notre étude (avec des données recueillies à l'automne 2021), les participantes et participants semblaient être très satisfaits de leur vie, 89 % d'entre eux étant en accord et 11 % étant relativement en accord avec cet énoncé.

Enfin, 52 % des participantes et participants estimaient que le programme d'intégration socioéconomique avait eu un effet majeur sur leur bien-être, et 36 % jugeaient que le programme avait eu un effet relatif. Nous n'avons pas pu trouver de point de comparaison, mais nous pouvons dire que les répercussions du programme dans ce volet sont relativement plus faibles que les répercussions perçues ailleurs – il s'agit d'une conclusion qui correspond à l'insistance du programme sur la promotion des résultats socioéconomiques.

Limites de l'étude

Notre étude présente des limites notables :

- 1.** D'abord, sans groupe témoin, nous pouvons difficilement nous prononcer sur le rôle causal du programme. Dans de futures recherches, une approche comparative avec un autre groupe de participantes et participants ne recevant pas de services du Collège pourrait donner plus de renseignements sur la façon dont le programme du Collège guide de manière unique l'intégration socioéconomique des immigrantes et immigrants en Ontario.
- 2.** Deuxièmement, puisqu'il s'agit du premier point de collecte de données, les effets à long terme du programme et les expériences des participantes et participants n'ont pas pu être vérifiés. Notre étude de suivi pourrait faire la lumière sur des résultats financiers impossibles à observer ici.
- 3.** Les participantes et participants à cette étude étaient des volontaires qui recevaient les services d'orientation du Collège pour les immigrantes et immigrants. Elles et ils pourraient avoir été exceptionnellement enclins à donner des évaluations positives du programme. En effet, ce rapport ne prend notamment pas en compte les participantes et participants qui ont cessé de recevoir les services ou qui ont quitté le Collège Boréal. Des entrevues de départ avec ces personnes pourraient fournir des renseignements précieux sur les lacunes et les limites du programme.
- 4.** nos questions à choix multiples concernant l'obtention et la réalisation d'objectifs incluaient parfois des réponses qui n'étaient pas mutuellement exclusives. Combinées aux bas taux de réponse pour certains sujets (p. ex., la situation financière) ou aux schémas de réponse très étalés (p. ex., niveaux CLIC), ces données ne pouvaient pas être utilisées pour tirer des conclusions utiles. Ces points ont été signalés afin de raffiner les recherches futures.
- 5.** Enfin, cette étude a été menée dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Il est difficile d'évaluer comment cela pourrait avoir influencé l'opinion des participantes et participants, mais il est possible que la programmation du Collège ait été considérée plus positivement qu'elle l'aurait été autrement, puisque les étudiantes et étudiants et les immigrantes et immigrants ont parlé d'isolement social durant la pandémie (Appleby et coll., 2022; Nakhaie et col., 2022). D'autre part, les services pourraient avoir été évalués plus négativement compte tenu des observations des chercheuses et chercheurs quant aux écarts numériques élargis et aux difficultés à établir des réseaux sociaux durant la pandémie (Barker, 2021; Nardon et coll., 2021).

Orientations futures

Ces efforts nous donnent de nombreux points de départ pour de futures recherches. D'abord, nous espérons peaufiner certaines de nos mesures. Il y a place à plus de précision en ce qui concerne les situations et expériences financières, l'aiguillage vers des ressources communautaires et les répercussions pratiques des compétences linguistiques. De plus, les recherches à venir pourraient utiliser des paramètres répandus ou normalisés qui assureraient une plus grande comparabilité entre nos conclusions et la littérature antérieure (p. ex., à l'égard de la satisfaction de vivre et de la santé mentale). Enfin, nous voudrions améliorer certains de nos barèmes pour assurer l'exclusivité des réponses.

Deuxième point de départ, nous espérons mener une seconde vague de recherche pour tenir compte des changements dans les résultats socioéconomiques au fil du temps. Il serait très utile de mesurer les niveaux de référence (pré-intervention) pour les comparer avec les niveaux d'après l'intervention, ou « post-test », dans nos indicateurs de résultats. Il pourrait être utile de recueillir certaines de ces données de façon continue, pourvu que les étudiantes et étudiants fournissent leur consentement éclairé. Idéalement, les participantes et participants au programme qui cessent de recevoir des services pour une raison ou une autre pourraient aussi être interrogés ou sondés pour comprendre pourquoi elles et ils ont quitté le programme (problèmes d'accessibilité, contraintes de temps, manque de valeur perçue, etc.).

Comme troisième avenue pour de futures recherches, d'autres formes de collectes et d'analyses de données pourraient compléter ce sondage pour permettre une compréhension et une évaluation plus robustes des services d'intégration du Collège Boréal offerts aux immigrantes et immigrants. À cette fin, des entretiens, des journaux de bord, l'observation des participantes et participants et la recherche communautaire pourraient faire la lumière sur les mécanismes précis qui favorisent ou réduisent l'efficacité du programme. Les recherches ouvertes ou exploratoires sur les services souhaités mais non offerts pourraient aussi être utiles pour guider les futurs programmes. Dans le même ordre d'idée, il pourrait s'avérer avantageux de repérer les tendances distinctes parmi les différents types d'immigrants, étant donné que des recherches antérieures ont décelé des variations entre les immigrantes et immigrants économiques, les immigrantes et immigrants parrainés par leur famille et les réfugiées et réfugiés.

+++

Références

- Adamuti-Trache, M. (2013). Language acquisition among adult immigrants in Canada: The effect of premigration language capital. *Adult Education Quarterly*, 63(2), 103–126. <https://doi.org/10.1177/0741713612442804>
- Alexander, C., Burleton, D., & Fong, F. (2012). Knocking down barriers faced by new immigrants in Canada: Fitting the pieces together. TD Economics. https://www.td.com/document/PDF/economics/special/ff0212_immigration.pdf
- Al Mallees, N. (2022, April 30). How lack of affordability could scare new immigrants into moving away. CBC News. <https://www.cbc.ca/news/business/inflation-immigration-1.6434169>
- Appleby, J. A., King, N., Saunders, K. E., Bast, A., Rivera, D., Byun, J., Cunningham, S., Khera, C., & Duffy, A. C. (2022). Impact of the COVID-19 pandemic on the experience and mental health of university students studying in Canada and the UK: A cross-sectional study. *BMJ Open*, 12(1), 1–13. <https://doi.org/10.1136/bmjopen-2021-050187>
- Barker, M. (2021). Social integration in social isolation: Newcomers' integration during the COVID-19 pandemic. *New Horizons in Adult Education and Human Resource Development*, 33(2), 34–45. <https://doi.org/10.1002/nha3.20313>
- Boyd, M., & Alboim, A. (2012). Managing international migration: The Canadian case. In D. Rodriguez-Garcia (Ed.), *Managing Immigration and diversity in Canada: A transatlantic dialogue in the new age of migration* (pp. 123-150). McGill-Queens.
- Caidi, N., Allard, D., & Dechief, D. (2008). Information practices of immigrants to Canada – a review of the literature. *Citizenship and Immigration Canada (CIC) and Metropolis*.
- Citizenship and Immigration Canada. (2010). Evaluation of the language instruction for newcomers to Canada (LINC) program.
- City of Windsor. (2022). Diversity. <https://www.citywindsor.ca/business/physician-recruitment/Live/Pages/Diversity-.aspx>
- Fortin, P. (2016, février 12). Immigration : où sont les avantages ? *L'Actualité*. <https://lactualite.com/lactualite-affaires/combien-vaut-un-immigrant/>
- George, U., Chaze, F., Fuller-Thomson, E. Brennenstuhl, S. (2012). Underemployment and life satisfaction: A study of internationally trained engineers in Canada. *Journal of Immigrant & Refugee Studies*, 10, 407-425. <https://doi.org/10.1080/15562948.2012.717827>

- Government of Canada. (2017). Notes d'allocution pour Ahmed Hussen, ministre d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, à la conférence de presse sur le Plan d'immigration du Canada pour 2018. https://www.canada.ca/fr/immigration-refugiescitoyennete/nouvelles/2017/11/notes_d_allocutionpourahmedhussenministredimmigrationrefugiesetc.html
- Helliwell, J. F., Schellenberg, G., & Fonberg, J. (2020). Life satisfaction in Canada before and during the COVID-19 pandemic [Statistics Canada catalogue no. 11F0019M — No. 457]. Analytical Studies Branch Research Paper Series. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11f0019m/11f0019m2020020-eng.htm>
- Immigrant Employment Council of BC. (2021). Annual Report: 2020-2021. <https://www.iecbc.ca/wp-content/uploads/2021/09/IEC-BC-Annual-Report-2020-2021.pdf>
- Interquest Consulting. (2006). Consultations on the settlement and language training services needs of newcomers in support of the Canada-Ontario immigration agreement: Executive summary (report prepared for Citizenship and Immigration Canada). https://publications.gc.ca/collections/collection_2007/cic/Ci51-199-1-2006-1E.pdf
- Kalman, E. (2017). Does theory align with practice? An evaluation of the Victoria Immigrant and Refugee Centre Society's Newcomer Wraparound Support Program (Accession handle: <http://hdl.handle.net/1828/11031>) [Master's Thesis, University of the Fraser Valley]. UVicSpace.
- Kaushik, V., & Drolet, J. (2018). Settlement and integration needs of skilled immigrants in Canada. *Social Sciences*, 7, 76. <https://doi.org/10.3390/socsci7050076>
- Kitchen, P., Williams, A. M., Gallina, M. (2015). Sense of belonging to local community in small-to-medium sized Canadian urban areas: a comparison of immigrant and Canadian-born residents, 3(28). <https://doi.org/10.1186/s40359-015-0085-0>
- Karky, A. (2018). An environmental scan of settlement services for the integration of refugee youth in Southwestern Ontario (Accession no. 5955). [Master's thesis, University of Western Ontario]. University of Western Ontario Electronic Thesis and Dissertation Repository.
- Kouyé, J. M., & Soulière, M. (2018). Le parcours d'intégration socioéconomique des nouveaux arrivants francophones à Ottawa: quels effets sur la santé?. *Reflets: revue d'intervention sociale et communautaire*, 24(1), 127-158. <https://doi.org/10.7202/1051523ar>
- Liu, J. (2019). The precarious nature of work in the context of Canadian immigration: An intersectional analysis. *Canadian Ethnic Studies/Études ethniques au Canada*, 51(2), 169-185. <https://doi.org/10.1353/ces.2019.0013>

Majerski, M. M. (2019). The earnings of immigrant and native-born men in Canada: The role of social networks and social capital. *The Sociological Quarterly*, 60(2), 314-336. <https://doi.org/10.1080/00380253.2018.1526054>

Melançon, J., Kikulwe, D., & Akinpelu, M. (2022). De l'ajustement à la participation: Les nouveaux arrivant en contexte francophone minoritaire en Saskatchewan. *Canadian Ethnic Studies - Études ethniques au Canada*, 54(1), 81-104. <https://doi.org/10.1353/ces.2022.0007>

Nakhaie, R., Ramos, H., Vosoughi, D., & Baghdadi, O. (2022). Mental health of newcomer refugee and immigrant youth during COVID-19. *Canadian Ethnic Studies - Études ethniques au Canada*, 51(1), 1-28. <https://doi.org/10.1353/ces.2022.0000>

Oettingen, G. (2012). Future thought and behaviour change. *European Review of Social Psychology*, 23(1), 1-63. <https://doi.org/10.1080/10463283.2011.643698>

Office of the Auditor General of Ontario. (2021). Settlement and integration services for newcomers in Annual Report (pp. 656-696).

Panel on Employment Challenges of New Canadians. (2015). *Survival to success: Transforming immigrant outcomes*. Government of Canada. https://www.canada.ca/content/dam/esdc-edsc/documents/programs/foreign-credential-recognition/consultations/FINAL_Transforming_Immigrant_Outcomes_WP-197_EN_V2.pdf

Picot, G. (2008). *Immigrant economic and social outcomes in Canada: Research and data development at Statistics Canada* (Statistics Canada catalogue no. 11F0019M No. 319). Statistics Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11f0019m/11f0019m2008319-eng.pdf>

Picot, G., & et Rollin, A. (2019). *Entrepreneurs immigrants créateurs d'emplois : le cas des entreprises privées canadiennes constituées en société*. Direction des études analytiques, Ottawa, Statistiques Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/catalogue/11F0019M2019011>

Reitz, J. G. (2013). Closing the gaps between skilled immigration and Canadian labor markets: Emerging policy issues and priorities. In T. Triadafilopoulos (Ed.), *Wanted and Welcome?: Immigrants and minorities, politics and policy* (pp. 147-163). Springer.

Selimos, D. S., & George, G. (2018). Welcoming initiatives and the social inclusion of newcomer youth: The case of Windsor, Ontario. *Canadian Ethnic Studies*. 50(3), 69-89. <https://doi.org/10.1353/ces.2018.0023>

Sidney, M. (2014). Settling in: A comparison of local immigrant organizations in the United States and Canada. *International Journal of Canadian Studies*, 49,105-33. <https://doi.org/10.3138/ijcs.49.105>

Simich, L., Beiser, M., Stewart, M., & Mwakarimba, E. (2005). Providing social support for immigrants and refugees in Canada: Challenges and directions. *Journal of Immigrant Health*, 7(4), 259-268. <https://doi.org/10.1007/s10903-005-5123-1>

Statistics Canada. (2022). Labour force characteristics by immigrant status, annual [Census table 14-10-0083-01]. <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/en/tv.action?pid=1410008301>

Teixeira, C., & Drolet, J. L. (2018). Settlement and housing experiences of recent immigrants in small-and mid-sized cities in the interior of British Columbia (Canada). *Journal of Housing and the Built Environment*, 33, 19-43. <https://doi.org/10.1007/s10901-017-9550-9>

Toussou, A. (2002). Fécondité différentielle des immigrants et des natifs : Québec, 1976-1996. *Cahiers québécois de démographie*, 31 (1), 95-122. <https://www.erudit.org/fr/revues/cqd/2002-v31-n1-cqd402/000425ar/>

Wilkinson, L., Peter, T., & Chaturvedi, R. (2006). The short-term, medium-term, and long-term economic performance of immigrant women in Canada and the United States. *Journal of International Migration and Integration / Revue de l'integration et de la migration internationale*, 7, 195-217. <https://doi.org/10.1007/s12134-006-1009-x>

